

***l'Anti*capitaliste**

n°379 | 13 avril 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



**UN COUP DE GUEULE
CONTRE LE SYSTÈME
POUR PRÉPARER
L'AFFRONTLEMENT**

VOTONS PHILIPPE POUTOU

PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Dossier

**COMBATTRE
LE CHÔMAGE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Marine Le Pen,
le révisionnisme en héritage**
Page 2

PREMIER PLAN

Guyane: On ne lâche rien!
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
**Turquie. Référendum:
un non porteur d'espoir**
Page 10

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Audrey Vernon
Page 12



édito

Par ROSELINE VACHETTA

Marine Le Pen, le révisionnisme en héritage

« La France n'est pas responsable du Vél' d'Hiv... » Par ce propos négationniste, Marine Le Pen vient d'ébranler sérieusement la stature de présidentiable respectable qu'elle s'était laborieusement construite. Elle est au final dans la lignée des fameux propos du père: « Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu en voir moi-même, mais je dis que c'est un point de détail de la Seconde Guerre mondiale ». Elle réaffirme – à celles et ceux qui en douteraient – qu'elle et son parti appartiennent toujours à cette famille, ce courant collaborationniste, révisionniste, négationniste. Et pourtant, le 16 juillet 1942, la rafle du Vél' d'Hiv a bien eu lieu. Ce jour-là, ce sont 13 000 juifs, dont 4 115 enfants, qui furent emmenés dans les camps de la mort. Seule une centaine surviva... Pas un seul soldat allemand ne participa à ce crime exécuté par la police française aux ordres de la Gestapo. Et les gouvernements français successifs ont mis beaucoup de temps à reconnaître ce crime antisémite, comme ils en mettent également beaucoup à reconnaître leur responsabilité dans d'autres crimes racistes et/ou colonialistes. Une déni qui durera jusqu'en 1995, lorsque Chirac, alors président de la République, reconnu que « ce jour-là, la France a commis l'irréparable », avant que Hollande affirme en 2012 « la vérité est que le crime fut commis par la France en France ». Les propos de Marine Le Pen, nauséabonds, d'ailleurs illégaux, s'apparentent à du révisionnisme. Le FN nous invite à « renforcer l'unité de la nation par la promotion du roman national et le refus de la repentance. » Cela pue le récit national identitaire, le mensonge magnifié. En affirmant dans les médias que « la France était à Londres et que le gouvernement de Vichy n'est pas la France », ses lieutenants tentent de se couvrir aujourd'hui d'une image gaullienne, et au-delà de se parer des atouts de la Résistance: ces milliers de résistantEs de toutes origines, de toutes cultures, qui se levèrent contre le nazisme ET contre le gouvernement collabo français... De père en fille, on sait qu'à l'extrême droite, ce n'est définitivement pas le cas.

BIEN DIT

Oubliez cette histoire de « vote utile » dont on vous lave le cerveau mais qui est encore une manière de vous entuber: votez pour celui ou celle qui dit aux yeux de tous et avec les mots qui conviennent, ce que vous aussi pensez, tout calcul stratégique mis entre parenthèses, votez Poutou!

L'économiste PAUL JORION, sur son blog le samedi 8 avril 2017

À la Une

Un coup de gueule contre le système pour préparer l'affrontement

VOTONS PHILIPPE POUTOU

Philippe Poutou et les militants du NPA ne cessent de recevoir, directement ou sur les réseaux sociaux, des messages de sympathie, de soutien pour tout ce qu'a dit et fait Philippe sur le tableau du Grand Débat du mardi 4 avril.

De nombreux journalistes, eux-mêmes, ont aussi salué le « coup de gueule » salubre, la bouffée d'air qui, grâce à lui, a traversé ce débat. À l'inverse, les valets habituels du monde politique et médiatique et de ses codes, vestimentaires et verbaux, n'ont cessé de dénoncer les blasphèmes dont Philippe se serait rendu coupable...

De la colère populaire...

On se réjouit de ces réactions révélatrices. Philippe a simplement dit tout haut ce que les classes populaires pensent tout bas du monde politique, cette immense majorité qui n'a que son salaire ou de maigres allocations pour vivre face à la petite minorité qui vit sur notre dos, qu'ils soient capitalistes, rentiers ou politiciens professionnels...

La parole est celle d'un ouvrier, d'un salarié, balayant le respect convenu, remettant vertement à leur place les Fillon, Macron et Le Pen. Cette dernière a été frappée directement au talon d'Achille du FN. Grande bourgeoise, fille du millionnaire Le Pen, la prétendue candidate du peuple, des ouvriers face au système, a été remise directement à sa place de politicienne bourgeoise qui profite du système politique et de l'argent public. Philippe est le porte-voix de l'exaspération populaire, et des millions de personnes se sont, au moins pour cela, reconnu en lui. Mais il n'est pas là dans cette campagne pour être seulement le porte-voix de la colère, de l'exaspération. Car, trop souvent depuis des années, la classe dirigeante et les médias qu'elle contrôle perpétue l'idée que,

APRÈS LE GRAND DÉBAT, LE GRAND SOIR!



certes, l'exaspération est grande, qu'elle mène souvent au rejet de la politique ou à des votes pour « les populistes », mais qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité menées en Europe, que l'on peut seulement les adoucir ou les reporter pour quelque temps.

... aux mobilisations sociales

À l'inverse de ce discours distillant l'impuissance, Philippe Poutou se fait l'écho des luttes sociales, de tous les grands mouvements sociaux qui montrent la voie de l'action, de la mobilisation populaire, à l'instar de la population de Guyane qui reprend le chemin ouvert en 2009 aux Antilles et qui entre en écho avec le puissant mouvement contre la loi El Khomri. Là où les autres candidats disent « je » ou « moi, président », Philippe parle de la force collective, de la

mobilisation populaire qui, seule, peut faire changer les choses. C'est aussi ce qu'ont montré, encore récemment, les femmes espagnoles et polonaises bloquant les attaques réactionnaires contre le droit à l'avortement, les mobilisations des populations roumaine et coréenne contre la corruption ou les centaines de milliers de personnes dans les rues de Barcelone exigeant l'accueil des migrantEs. Philippe Poutou, ce n'est pas « Comptez sur moi », c'est « Comptons sur nous-mêmes », prenons nos affaires en main, luttons pour nos droits, pour l'emploi, pour l'ouverture des frontières, contre les violences policières et les projets inutiles. Tout autant de discours insupportables pour les tailleurs bleu marine et les costards trois pièces qui visent le palais présidentiel.

Pour s'affronter au pouvoir réel, au système

Ce n'est pas un nettoyage cosmétique pour lequel se battent Philippe et le NPA. Le message est clair: il faut un coup de balai pour en finir avec l'injustice sociale et la corruption, l'arbitraire patronal, le repli raciste et réactionnaire, les discriminations, la captation des richesses par une minorité. Ce coup de balai exige de s'attaquer au système capitaliste lui-même, à la propriété privée des moyens de production, sans laquelle toute velléité de réforme se heurtera au pouvoir réel, celui des capitalistes et des banquiers.

Le programme que défend Philippe dans cette campagne (et sur les médias quand on lui laisse le temps de le faire...) reprend les exigences de tous les mouvements sociaux qui se heurtent au système, ceux des femmes et des hommes qui se battent dans les entreprises, les quartiers populaires. Mais, au-delà, il défend la nécessité de construire, à partir de tous ces combats sociaux, une force politique solide et rassemblée, non seulement pour pousser ensemble un coup de gueule mais surtout assez forte pour imposer le coup de balai dont nous avons besoin.

Le dimanche 23 avril, le bulletin de vote Poutou aura ce sens, celui d'un geste d'accord avec ces exigences populaires et ce programme, mais aussi celui d'un engagement collectif de nous mobiliser, affirmant que, toutes et tous ensemble, nous pouvons faire bouger les choses et nous affronter au système.

Léon Crémieux

SYRIE

La souffrance d'un peuple face au dictateur Assad et aux commerçants de la guerre

L'attaque aux gaz toxiques du 4 avril, contre la ville de Khan Cheikhoun dans la province d'Idlib, a fait plus de 80 morts dont plus de 25 enfants et plusieurs centaines de blessés graves...

En réaction, la base militaire Shayrat du régime Assad, d'où auraient décollé les appareils responsables de cette attaque, a été la cible de frappes aériennes étatsuniennes. Pour la première fois en six ans...

Attaques chimiques et gaz toxiques, une réalité quotidienne

Le bombardement aux armes chimiques sur la ville de Khan Cheikhoun a été une énième étape dans la campagne meurtrière pour détruire ce qui reste de l'opposition populaire au régime d'Assad en instaurant la terreur chez les populations civiles. Ce n'est pas une exception dans les vastes moyens répressifs du régime. Depuis les attaques chimiques dans la région de la Ghouta, au sud de Damas en août 2013, qui avaient fait environ 1 400 morts, jusqu'à celle sur Khan Cheikhoun la semaine dernière, d'autres bombardements contenant des produits chimiques toxiques ont eu lieu régulièrement. Pourtant le

dictateur Assad avait déclaré en juin 2014 que toutes ses armes chimiques avaient été transférées hors de la Syrie pour être détruites, suite à l'accord entre Moscou et Washington à la fin de l'été 2013.

Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a documenté 167 attaques par les forces du régime utilisant des substances toxiques depuis septembre 2013. En 2017, le SNHR en a déjà documenté 9 en y incluant Khan Cheikhoun. 97% de ces attaques ont été commises dans les zones dites « libérées », tandis que 3% ont été menées dans des zones détenues par le prétendu État islamique (Daesh). C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la satisfaction de certaines

parties des classes populaires syriennes, en particulier dans les zones libérées, de voir une base militaire d'un régime le massacrant jusque-là en toute impunité, être la cible de frappes aériennes punitives par les États-Unis. Cela dit, aucune forme d'optimisme ne devrait être placée dans l'administration du président Trump qui pourrait apporter quelque chose de positif au peuple syrien.

Aucune illusion dans l'administration Trump

Beaucoup de Syriens le comprennent d'ailleurs très bien et sont loin d'être naïfs. Dans de nombreux témoignages, on peut entendre des activistes dire que ces frappes aériennes n'ont pas

Un monde à changer

FESSENHEIM, LA DERNIÈRE (?) TRAHISON DE HOLLANDE. En 2012, Hollande avait fait 60 promesses... La 41^e était la fermeture la centrale nucléaire de Fessenheim.

Les arguments en faveur d'une fermeture, encore plus urgente que celles des autres centrales, ne manquent pas. D'abord, l'ancienneté de la centrale, doyenne du parc français. Fessenheim compte quarante ans d'activité, sa durée d'exploitation initialement prévue. En raison de sa localisation, Fessenheim est soumise à un risque d'inondation et à un risque sismique. Enfin, en dépit des travaux menés, le radier – le « socle » de l'enceinte de confinement de la centrale – reste moins épais que dans les autres réacteurs français. EDF a tout fait pour faire traîner la décision effective de fermeture. Pour sauver la promesse de François Hollande, Ségolène Royal a fait publier, dimanche 9 avril un décret « *abrogeant l'autorisation d'exploiter la centrale de Fessenheim* ». Mais ce texte n'est qu'un faux-semblant. Il s'assortit en effet de deux conditions qui

repoussent la vraie fermeture. La première est le démarrage effectif de l'EPR de Flamanville et la seconde est le maintien de la capacité de production d'EDF au niveau actuel. Deux contraintes qui reprennent les décisions du conseil d'administration de l'entreprise du 6 avril...

En cinq ans de pouvoir, le gouvernement n'a pu mettre en œuvre cet engagement relativement simple... Et une fois de plus, il a capitulé. Malheureusement, dans cette affaire, les syndicats ont servi de masse de manœuvre aux dirigeants de l'entreprise. « *Il y a des zones à défendre pour certains, il y a des usines à défendre pour la CGT, quitte à les occuper si nécessaire, dont celle de Fessenheim* », a ainsi déclaré un des responsables de la CGT d'EDF, se retrouvant ainsi aux côtés de ceux contre lesquels ils luttent : des patrons technocrates qui ne rêvent que de privatisation et qui suppriment des emplois. Cela alors que le démantèlement – inévitable – nécessitera durablement de nombreux emplois qualifiés.

Les revendications du Komité Pou Lagwiyan Dékolé sont absolument légitimes. Le sous-investissement de l'État dans les infrastructures depuis des décennies a produit une crise structurelle, dans une société à la forte croissance démographique. Pourtant, la Guyane dispose de nombreuses richesses qui sont soit pillées au profit de grandes entreprises, soit inexploitées.

Le Centre spatial guyanais est un enjeu stratégique en tant que principal outil d'exploitation coloniale pour la France et l'Europe. C'est dire l'impact de la marche du mardi 4 avril à Kourou, où plus de 10 000 manifestantEs se sont dirigés vers les grilles du CSG. Une occupation de 24 heures par les représentants du Komité, accompagnés des principaux élus, et soutenues par 300 personnes campant toute la nuit devant les grilles au son des tambours, a permis une prise de confiance : quinze jours plus tôt, une première tentative s'étaient soldée par un gazage en règle par les nombreux gardes mobiles déployés.

La pression populaire reste forte malgré les sacrifices imposés par trois semaines de barrages, bloquant 21 des 22 communes du pays. Le Medef local a commencé à se désolidariser, les élus locaux essaient de jouer leur partition de négociateurs professionnels avec l'État colonial, et des opposants aux barrages, notamment métropolitains, commencent à s'organiser... Mais la détermination des Guyanais est là. L'enjeu est immense, au-delà des 3 milliards supplémentaires exigés pour l'éducation, la santé, les transports, et

GUYANE On ne lâche rien!

Même si la Guyane fait moins la Une des médias que lors de la mobilisation historique du 28 mars, le blocage de ce territoire stratégique est toujours total. L'État joue la montre, les négociations avec les ministres ont partiellement échoué et le mouvement est en train de se réorganiser.



Mardi 4 avril, les manifestantEs près du centre spatial de Kourou. DR

l'énergie. La question est de savoir si le cadre statutaire en vigueur depuis la loi de départementalisation en 1946 va perdurer.

« Si vous ne voulez pas nous donner l'argent, donnez-nous les clés »

L'aspiration au changement est profonde dans de nombreuses couches de la société. La France en tant que puissance occupante n'a jamais su conduire une politique de développement cohérente, même en la comparant avec d'autres situations

coloniales. L'État a intérêt à maintenir une économie de comptoir. Dans ce cadre, un changement de statut, dans le cadre des articles 72 ou 74 de la Constitution – comme en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie ou à Saint-Martin – voire un statut original, serait un pas en avant pour le « projet guyanais ». En tous cas, des milliers de personnes sont prêtes à tenir sur les barrages ou à faire face à la police devant la préfecture, pour voir leur situation s'améliorer.

Les forces progressistes n'ont pas été à l'origine de ce mouvement, à part

le syndicat UTG de l'Éclairage (EDF) qui tient le barrage du CSG depuis le début. Cela a souvent été le cas lors de grandes révolutions... L'universitaire guyanaise Isabelle Hidaïr parle de « *révolution participative* », même si les AG sont rares et si le Komité a pour l'instant conduit le mouvement dans un climat d'urgence permanente et de tensions entre les différentes forces, ce qui ne favorise pas la démocratie. C'est un enjeu majeur pour que le mouvement tienne.

La principale force de l'opposition radicale est le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES), impulsé au début des années 1990 par des syndicalistes d'inspiration maoïste pour maintenir des perspectives d'émancipation après l'implosion de l'URSS. Il regroupe des militantEs d'horizons divers, du nationalisme de gauche à l'internationalisme ouvrier, et s'est ouvert ces dernières années afin d'accompagner la jeune génération guyanaise, avide de prendre ses affaires en main.

À Paris et à Cayenne, ce sont les mêmes qui exploitent. Il est donc du devoir de tous les progressistes en France d'apporter leur soutien à ce mouvement.

De Guyane, Vincent Touchaleaume

pour objectif de punir Assad trop durement... mais simplement lui faire comprendre qu'il doit respecter les « lignes rouges » qui proscrieraient l'utilisation des armes chimiques. En même temps, les forces militaires du régime et ses alliés ont tout loisir de continuer la guerre avec des barils de TNT, des bombes à fragmentation, des armes au phosphore, et autres armes meurtrières... Les habitantEs de Khan Cheikhoun ont d'ailleurs souffert d'un nouveau bombardement le 8 avril, qui a tué une femme et blessé plusieurs autres personnes. Le régime et la Russie ont également bombardé tout le week-end diverses provinces, entraînant la mort de nombreux civils.

Les États-Unis ont aussi démontré une volonté de ne pas trop punir Assad et fâcher Moscou. Washington a en effet averti les dirigeants russes avant de bombarder la base militaire de Shayrat, tandis que, selon certains témoignages, le régime syrien avait eu le temps d'évacuer son personnel

et de déplacer son équipement hors de la base avant les frappes. D'ailleurs dans les 24 heures qui ont suivi les bombardements, l'aviation du régime utilisait à nouveau la base de Shayrat!

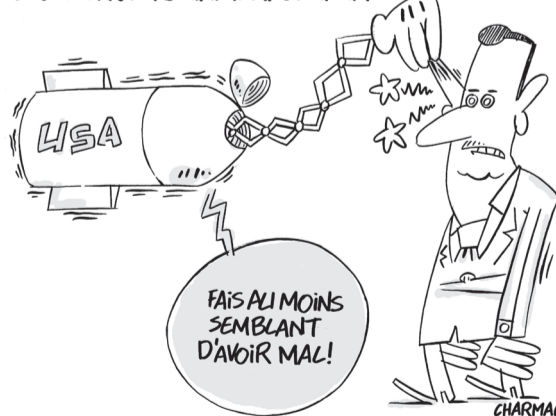
Nos solidarités avec la lutte du peuple syrien

D'autres éléments montrent la nécessité de lutter contre les illusions d'une intervention bénéfique d'un pouvoir étatsunien raciste et qui fait la chasse aux réfugiés et aux étrangers sur son propre sol. Depuis 2014, les frappes aériennes des États-Unis en Syrie et en Irak ont fait plus de 2500 morts civils, dont plus de 1000 durant le seul mois de mars. La semaine passée une frappe aérienne des États-Unis dans une localité proche de Raqqa a causé la mort de 15 civils. Cela sans oublier le soutien aux dirigeants d'autres régimes autoritaires dans la région : Turquie, Israël, Arabie saoudite, Égypte, etc. Dans ces conditions, l'administration Trump, comme d'ailleurs celle de son

prédécesseur Obama, ne peut représenter un espoir pour les SyrienEs. Les déclarations du secrétaire d'État Rex Tillerson, qui doit visiter Moscou le 12 avril, confirment qu'il n'y a pas pour l'instant de changement de cap pour Washington. La priorité des États-Unis reste la prétendue « guerre contre le terrorisme » et Daesh, en tentant d'atteindre une forme de stabilité autoritaire en Syrie maintenant les structures du régime intactes, avec à sa tête Assad ou pas. Le peuple syrien continue donc de souffrir, renforçant la nécessité de

SYRIE:

VIVE RÉACTION DE L'ADMINISTRATION TRUMP



notre solidarité avec sa lutte démocratique et sociale contre le régime Assad et ses alliés russes et iraniens, contre toutes les forces fondamentalistes religieuses, et contre toutes les interventions étrangères.

Joseph Daher

Le chiffre 1 200

C'est le nombre de morts dûs au travail chaque année, chiffres du régime général de la Sécurité sociale. Aux quelque 500 accidents du travail mortels, il faut ajouter celles et ceux qui sont chaque année emportés par une maladie professionnelle (reconnue), des cancers en premier lieu, ou qui meurent lors d'un accident de trajet lié au travail. Cela fait plus de 20 000 morts au travail depuis 2000, sans compter la fonction publique et l'agriculture...



Agenda

Jeudi 13 avril, meeting du « premier tour social », Paris. À 19 h 30 salle Eugène-Hénaff, 29, boulevard du Temple.

Jeudi 20 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Omerta à l'hôpital. Le livre noir des maltraitances faites aux étudiants en santé* (Michalon, 2017), présenté par son auteure, Valérie Auslender, à partir de 18 h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 22 avril, manifestation du « premier tour social », Paris. À 14 h place de la République.

Jeudi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Le militaire. Une histoire française* (Éditions Amsterdam, 2017), présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18 h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

C'est encore une exception française. Une exception que l'on croyait disparue, ensevelie dans les poubelles de l'Histoire. (...) Plus grand monde ne connaît Léon Trotsky, mais la France est pourtant le dernier pays au monde où des groupuscules trotskistes parviennent à subsister. (...) Poutou et sa gouaille d'ouvrier gréviste, Arthaud et sa hargne de tricoteuse au tribunal révolutionnaire, Mélenchon et son onctuosité souveraine de professeur à l'ancienne : (...) Léon Trotsky serait fier de ses élèves français.

Le « journaliste » ÉRIC ZEMMOUR dans sa chronique sur RTL jeudi 6 avril 2017

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

CANDIDAT-E-S

Défendre l'impérialisme français ou les peuples ?

Que ce soit sur les questions européennes, de rapports commerciaux et économiques, de guerres et de «sécurité», de migrations, d'environnement et de développement, les enjeux sont masqués.

Guerre aux libertés et concurrence

François Fillon incarne la quintessence de «l'ordolibéralisme» prôné par les dirigeants de l'économie et de la politique mondiale. Les leçons qu'il tire des quinquennats précédents sont qu'il faut aller plus loin, plus fort dans leurs orientations mortifères sous la bague de l'Union européenne. Le libre-échange des marchandises et des capitaux doit raser tous les acquis sociaux, et les logiques sécuritaires et militaires, sous couvert de « guerre contre le terrorisme », doivent en faire de même pour les libertés démocratiques et de circulation des humains. La lutte contre le changement climatique, l'aide au développement ne sont que des outils pour les multinationales françaises.

Il se veut arrangeant avec « les hommes forts » comme Poutine qui sait mater son peuple et se faire respecter des USA sans s'embarrasser. Fillon, avec les capitalistes français, voudrait maintenir l'alliance privilégiée avec la première puissance mondiale, mais en contenir les appétits pour continuer à vendre des armes et régner dans ses zones de domination comme l'Afrique.

Marine Le Pen, c'est la version d'extrême droite de la « concurrence de tous contre tous », ramenant aux années 1930 en Europe. Surfant sur les ravages subis par le tissu social, son rejet de l'Union européenne rend responsable de la crise tout ce qui n'est pas français – en premier lieu un

Les questions internationales sont de fait présentes dans la campagne. Mais, dans la manière de les traiter, il s'agit de faire croire que l'intérêt des populations est confondu avec celui de l'appareil d'État et des entreprises de la France comme puissance mondiale.



Mars 2013, quand Poutine invitait François Fillon, député de Paris, dans sa datcha... DR

« monde islamique » fantasmé. Cela donne un projet xénophobe, idéalisant le passé et prétendant qu'un isolat français sauverait l'emploi. Malgré des diatribes opportunistes contre les riches et pour les services publics, son programme appliqué serait pourtant celui d'un Fillon au carré, l'aventurisme monétaire en plus avec le retour au franc. Elle a tenté de s'appuyer sur la dynamique Trump, mais commence à en subir les errements. Plus encore que Fillon, elle méprise les questions écologiques et les aspirations des peuples à se débarrasser des dictateurs comme Assad, en qui elle voit des remparts contre l'islamisme et les migrations. Ces orientations sont déclinées par Dupont-Aignan, Asselineau et Cheminade qui cherchent un espace entre Le Pen et un Fillon affaibli.

Sur les ruines du hollandisme, le retour en force du tricolore ?

Macron, dans le domaine de la politique étrangère comme dans les autres, tente de récupérer l'espace « optimiste » du social-libéralisme et du

centre droit. Il veut faire croire qu'un volontarisme rajeuni dans les relations entre États comme entre « partenaires sociaux » autour de l'axe des libertés (celle d'entreprendre comme celle de s'exprimer), parviendrait à résoudre les problèmes de la crise économique, démocratique et écologique... Mais les outils de régulation que prône ce joueur de flûte sont toujours ceux des puissances établies, comme le montre l'entourage qu'il met en avant pour prouver sa stature internationale. Hamon, prisonnier des contradictions du PS malgré ses prétentions à un réajustement à gauche de Hollande, laisse Mélenchon occuper le terrain d'une alternative au néolibéralisme et à la « guerre contre le terrorisme » sous hégémonie étatsunienne. Mélenchon se pose en reconstruc-teur d'une Union européenne dont les dirigeants, sermonnés par sa personnalité, accepteraient de changer d'orientation, cela sous la menace de quitter l'UE pour mener un « plan B » où la France repartirait solo tout en cherchant de nouvelles alliances internationales.

Certaines de ses envolées pour un monde de paix, de réduction des inégalités, de services publics et de développement écologiquement durable peuvent faire mouche. Mais Mélenchon se positionne surtout en messie d'une France phare du monde, avec toute l'ambiguïté de ce que signifie cette musique: un retour en force du drapeau tricolore et de l'exaltation de la nation française qui se traduit par la défense des dernières colonies, de l'appareil militaire (y compris sa force de dissuasion nucléaire), de l'ONU, dans la mesure où la France a un siège permanent au Conseil de sécurité, du refus de la liberté d'installation des migrantEs au nom d'un volontarisme pour la paix dans leur pays d'origine... et d'une impasse sur le rôle majeur des multinationales françaises dans l'ordre capitaliste du monde.

La nécessité d'une rupture avec le capitalisme français pour imaginer changer les rapports de domination mondiaux est évacuée. Et surtout, cela l'amène à voir le monde au travers de relations interétatiques, à mépriser les luttes des peuples pour la démocratie. Ainsi en Syrie, où il reprend in fine la logique de la « guerre au terrorisme » pour insulter les insurgés, tout en maintenant la fable du rôle positif de Poutine et d'un accord durable possible avec le régime Assad.

Philippe Poutou, et de manière plus abstraite Nathalie Arthaud, sont donc les seuls dans cette campagne à défendre une politique de la solidarité internationale des peuples, contre les exploitateurs et oppresseurs de tous les pays!

Jacques Babel



Agenda

Judi 13 avril, réunion publique, Clermont-Ferrand. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle Leclanché, rue Champratel.

Judi 13 avril, réunion publique, Saint-Malo. Avec Christine Poupin, à 20h, maison des associations, 35 rue Ernest-Renan.

Judi 13 avril, réunion publique, Caen. Avec Olivier Besancenot, à 19h, centre de congrès, avenue Albert-Sorel.

Vendredi 14 avril, réunion publique, Lille. Avec Philippe Poutou, à 19h 30, salle Courmont, 2, rue Courmont.

Vendredi 14 avril, réunion publique, Évy. Avec Yvan Lemaitre, à 20h, salle de la mairie annexe, place du Général-de-Gaulle.

Samedi 15 avril, réunion publique, Alençon. Avec Philippe Poutou, à 14h, salle Baudelaire, rue Porchaine.

Mardi 18 avril, réunion publique, Toulouse. Avec Philippe Poutou, à 20h, salle Mermoz, 7, allée Gabriel-Bienès.

Mercredi 19 avril, réunion publique, Paris-Aubervilliers. Avec Philippe Poutou, à 20h, Dock Pullman, avenue des Magasins-Généralux, métro Front-Populaire (ligne 12).

NParquements de campagne

La démocratie jusqu'au bout

Le capitalisme restreint l'exercice de la démocratie au seul champ institutionnel, puisqu'en l'absence de remise en cause du droit de propriété, les détenteurs des capitaux exercent une véritable dictature sur la vie économique et sociale, autrement dit sur nos vies quotidiennes...

Notre projet vise à remettre en cause cet exorbitant pouvoir des capitalistes en introduisant une véritable démocratie sociale, autrement dit en permettant que le pouvoir de la majorité de la population puisse s'exercer pleinement sans devoir s'arrêter à la porte des usines. La démocratie constitue de ce point de vue le fil rouge de notre projet de transformation révolutionnaire de la société: permettre à la majorité de la population de s'emparer du pouvoir qu'une minorité de capitalistes a accaparé.

Qu'est-ce qu'une véritable démocratie sociale ?

C'est la capacité du monde du travail à mettre fin à la dictature patronale, en imposant son contrôle sur la gestion des entreprises. Il ne peut y avoir de rupture anticapitaliste sans ouverture immédiate des livres de comptes, pour reprendre une formule traditionnelle qui implique la fin du secret des affaires mais aussi la capacité des salariéEs à accéder à la situation bancaire de leur entreprise. Il ne peut non plus y avoir de véritable changement social, sans



PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

que les salariéEs n'exercent un droit de veto sur les décisions du patronat et des conseils d'administration.

Dans le cadre d'un processus de transformation révolutionnaire, l'établissement de ce contrôle ouvrier est une absolue nécessité, dans la mesure où il est indispensable pour retirer au patronat les moyens de s'opposer aux transformations en cours. Il ne peut toutefois constituer qu'une mesure transitoire, puisqu'il ouvre un processus d'émancipation qui

ne peut aller jusqu'au bout qu'en faisant progressivement place à une véritable autogestion des entreprises.

Dans les grandes entreprises expropriées, les salariéEs doivent en effet progressivement prendre le pouvoir, ce qui signifie non seulement que leurs représentants puissent remplacer les actionnaires dans les conseils d'administration, mais aussi qu'une nouvelle direction, désormais élue et révocable, soit en mesure de se substituer à l'ancien patronat. Ce

processus n'a bien évidemment rien à voir avec une nationalisation, puisqu'il ne s'agit pas de placer les entreprises sous la direction d'une bureaucratie d'État, ce qui n'a jamais conduit qu'à créer un nouveau processus de domination, voire même d'exploitation.

Qu'est-ce que la planification démocratique ?

La planification constitue le processus par lequel la population décide de ce qu'elle entend produire et l'outil par lequel elle hiérarchise ses priorités d'investissement. Sa mise en place amène donc à substituer progressivement à l'actuelle économie de marché une tout autre logique économique, dans laquelle les entreprises autogérées se voient affecter des matières premières, de la main-d'œuvre et/ou des capitaux, en fonction des choix politiques effectués démocratiquement par la population. À l'opposé des logiques de recherche du profit, la planification constitue un outil indispensable pour mettre l'économie au service des besoins sociaux. Sans planification, il ne peut par exemple être possible de réussir une véritable transition énergétique, puisqu'elle constitue l'outil indispensable pour permettre un transfert des moyens affectés à la consommation d'énergies carbonées vers les énergies renouvelables, ou encore pour rediriger vers le rail les investissements aujourd'hui mis sur la route. Cette planification n'a rien à voir avec les économies administrées du

« socialisme réel », dans la mesure où elle est démocratique, ce qui signifie que l'affectation des moyens ne relève pas des choix d'une bureaucratie d'État mais des décisions de la population. Elle suppose donc la mise en place de conseils et d'assemblées largement décentralisées, au sein desquels sont effectués arbitrages et choix économiques et sociaux.

Et nos quartiers ?

La démocratie sociale, c'est aussi la prise en main de nos quartiers par ses habitantEs. C'est à la population, et non à des technocrates ou des élus des centres-villes, de décider de ses choix d'équipement, de la mise en place et du fonctionnement des services publics. Là encore, une véritable rupture anticapitaliste ne pourra se faire sans que la population ne s'organise dans des conseils et des assemblées générales et n'impose ses propres modes de représentation et de décision.

La démocratie doit toucher l'ensemble des domaines de la vie sociale, à commencer par le logement. C'est aux locataires qu'il revient par exemple de gérer les logements sociaux, comme il revient aussi aux mal-logés de gérer collectivement l'attribution des logements vides réquisitionnés. De même, la démocratie doit s'étendre à la gestion de l'ensemble de la protection sociale, en premier lieu à la Sécurité sociale qui doit être gérée par les seuls salariéEs et leurs représentantEs.

DÉBAT Pour solde de tout compte démocratique ?

Le débat des 11 candidatEs à l'élection présidentielle du mardi 4 avril aura été un petit événement...

D'abord parce que c'était le premier du genre... et probablement le dernier ! Et on a bien compris pourquoi. Le cadre était certes contraint et réducteur : analyser une situation et développer des réponses politiques en 1 minute et demie relève du défi, surtout quand nos explications et nos réponses tranchent avec le consensus de toutes celles et ceux qui restent cantonnés au cadre de l'économie capitaliste. Mais malgré la différence de traitement par des journalistes qui coupaient sans vergogne la parole aux « petitEs » candidatEs mais laissaient les autres dérouler les propositions qu'ils et elle ressassaient depuis des mois sur tous les médias qui leur tendent complaisamment le micro, on peut dire que ces « petitEs » candidatEs, en particulier Philippe Poutou, ont bousculé le cadre des conventions tacitement partagées. À la différence du débat à 5 sur TF1, terminé les « *pudeurs de gazelles* » (dixit Mélenchon) et les envolées lyriques pour faire subtilement frissonner à l'évocation



Non, un ouvrier ce n'est pas là pour fermer sa gueule ! DR

des affaires. Philippe Poutou a donné des noms pour évoquer des affaires (Dassault, Balkany...) qui mettent sur la place publique l'imbrication étroite entre personnels politiques et capitalistes. Puis il a interpellé directement celui et celle qui étaient en face de lui, comme le font les salariéEs qui ne se laissent pas impressionner par les hiérarchies sociales, et osent dire : « Vous mentez, mais vous ne nous endormirez pas. » Ce que résume la fameuse « punchline » :

« *Nous, on n'a pas d'immunité ouvrière* ». Cette phrase a été, comme l'ont exprimé beaucoup, une forme de libération, voire de revanche, car enfin, l'un d'entre nous leur a dit, droit dans les yeux, ce que nous pensons. Cette réalité a bousculé le débat. Pour la première fois dans cette campagne, la candidate du FN a été sur la défensive, obligée de répondre et de faire répondre au lendemain du débat par tous ses porte-flingue qui ont accumulé les contre-vérités

pour tenter de disqualifier notre camarade candidat. Le Pen, elle-même, a été obligée de revenir sur l'utilisation de l'immunité parlementaire. Aucun autre candidat ne l'avait mise dans cette position.

Et surtout après !

L'emballement de la machine médiatique a exposé grand angle la rupture de Philippe Poutou : il ne fait pas partie de la famille, il ne respecte pas les codes qui permettent de mettre en scène depuis des mois des oppositions entre quelques candidatEs censés incarner à eux seuls tous les choix possibles dans le cadre du débat politique. La preuve est faite que ce n'est pas le cas, et que Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, par leur réalité sociale mais aussi leurs réponses politiques, font entrevoir d'autres choix politiques. Entrevoir, car ce n'est pas évident d'expliquer comment interdire les licenciements, comment défendre la solidarité internationale des travailleurEs et des peuples contre les logiques guerrières et sécuritaires, comment en finir avec l'état d'urgence qui démultiplie et légitime la violence sociale (en particulier les oppressions sexiste, raciste) en surfant sur toutes les peurs, comment répondre à la catastrophe écologique que tout le monde voit arriver, ou comment envisager une démocratie directe, prendre nos affaires en main, à commencer par les mobilisations sociales en suivant l'exemple que nous



donnent les GuyanaisEs... Tout cela en 17 minutes chrono ! Ce débat n'a fait que poser les problèmes... Mais cela suffit à ce que les potentielEs « favoris » de cette élection refusent tout nouveau débat qui pourrait approfondir ces questions. Cela dit, des oreilles se sont ouvertes, et il reste quelques jours pour profiter d'une exposition médiatique qui fasse entendre largement les propositions du NPA. Et surtout, nous comptons sur la mobilisation de touTEs celles et ceux qui sont prêtEs à nous rejoindre pour les défendre avec nous pendant la séquence électorale, et surtout après...

Cathy Billard



En action !

Beauvais (60) Philippe Poutou en terres fillonistes... Le lundi 3 avril, Philippe Poutou animait une réunion publique à Beauvais dans l'Oise. Beauvais, dont la maire Caroline Cayeux est un indéfectible soutien de François Fillon le corrompu. L'Oise, dont le Président du conseil départemental est Édouard Courtial également soutien de Fillon...



En préalable nous avons rappelé que Courtial avait fait adopter, avec les voix du Front national, une motion déclarant que l'Oise devait être un département sans migrantEs, refusant l'accueil à l'ASE de jeunes mineurEs isolés et jetant à la rue des dizaines de jeunes majeurEs isolés sitôt atteinte leur majorité. Sans costume à 10 000 euros, sans l'argent détourné par Fillon le candidat des riches, Philippe Poutou a développé les orientations de notre campagne anticapitaliste. Il a rappelé les mesures d'urgence, les 32 heures sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires et un salaire minimum de 1700 euros net, la gratuité des services publics. Il a également mis l'accent sur la nécessité de nous organiser nous-mêmes, de refuser cette caste des politiciens professionnels. Il a rappelé l'urgence qu'il y a à mettre un terme à l'état d'urgence, ni guerre ni état de guerre, et à désarmer la police. Ce qui à Beauvais revêt un caractère particulier puisque la police municipale y a demandé à être armée, ce qui a été refusé par la suite lors d'une consultation des habitantEs. Une soirée réussie pleine de promesses de débats et d'actions pour porter la voix de notre classe.

Rouen (76) Un meeting qui restera dans les mémoires.

Grosse ambiance à la Halle aux Toiles jeudi 6 avril pour le premier meeting de Philippe Poutou après le buzz médiatique et l'enthousiasme populaire suscités par les interventions de notre candidat lors du débat avec les dix autres concurrents. Philippe était déjà venu à Rouen au début de la campagne, en septembre, et avait rassemblé 180 personnes. Cette fois, ce sont plus de 600 personnes qui sont venues, dont une grande majorité de jeunes. Il a fallu « pousser les murs » pour ce meeting, installer un écran dans le hall et rester debout pour une grande partie de l'assistance, alors qu'une quinzaine de journalistes étaient présents. Un petit air de folie régnait juste après 20 heures, avant que le candidat rejoigne la tribune aux côtés de Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA. Les deux derniers jours de préparation l'avaient laissé pressentir : que ce soit lors des diffusions de tracts ou autour de nous, ce furent par dizaines des réactions de sympathie, d'adhésion, de joie, d'avoir vu enfin Fillon et Le Pen renvoyés dans leurs cordes par un ouvrier, un candidat qui est « comme eux » !



Après les trois prises de parole (Marie-Hélène Duverger pour le NPA Rouen, Christine Poupin et Philippe Poutou), un débat s'est enclenché autour de la situation en Syrie, des différences avec Mélenchon, du front des anticapitalistes après les élections, de la manif du « premier tour social » du 22 avril (entre autres). À la fin, des dizaines de personnes ont voulu faire une photo avec Philippe ou lui dire combien

ils apprécient son combat, et d'autres ont laissé leur contact. La campagne va continuer de plus belle, à Rouen comme ailleurs !

Montpellier (34) Philippe fait salle comble ! 600 personnes se sont retrouvées ce vendredi 7 avril au centre de Montpellier pour ovationner, applaudir mais surtout écouter un Philippe



Poutou tout auréolé de sa prestation au grand débat télévisé. C'est peu dire que l'auditoire, où l'on notait une présence impressionnante de jeunes, s'est reconnu dans les paroles tantôt amusées, ironiques, ou cinglantes, contre les personnages emblématiques du système qu'il avait défié devant les caméras. La salle a suivi, plus concentrée, les développements sur ce qu'est notre programme. En effet, par-delà le buzz créé un soir de grand débat, il s'agissait pour nous de tracer les pistes de la révolution que nous appelons de nos vœux : contre le chômage et la précarité par un radical partage du temps de travail, pour des salaires et des retraites permettant de vivre décemment, pour une défense et un développement de la Sécurité sociale et la remise en selle des services publics... Philippe a posé comme incontournable d'attaquer les logiques de privatisation et de profitabilité inhérentes au capitalisme. Il est revenu sur le paradoxe que le NPA assume de mener une campagne électorale anti-électorale, avec la volonté de convaincre que la radicalité de l'engagement anticapitaliste pouvait et devait faire irruption dans des élections a priori balisées pour neutraliser les

oppositions sérieuses au système... De même qu'un trublion peut « casser la baraque » sur un plateau télé, le mouvement social doit s'imposer comme le centre de gravité des réponses politiques ! Au vu de ceux et celles qui se pressaient autour de notre candidat à la fin du meeting, il sautait aux yeux que le premier « effet Poutou » aura été de redonner joie et enthousiasme à notre camp social. Un acquis décisif à faire fructifier politiquement !

Lannion (22) PrêtEs à battre la campagne. Le NPA n'était plus présent depuis plusieurs années sur la ville. Depuis quelques mois, de nouveaux adhérents se sont regroupés au sein du comité de Guingamp-Bégard. Ainsi s'est constitué un nouveau comité sur toute cette zone ouest du département. La venue de Philippe Poutou à Bégard le 16 février dernier avait drainé dans le contexte de l'élection présidentielle une centaine de personnes lors d'une réunion publique sur Bégard. Nous avons donc décidé de réapparaître publiquement sur Lannion. La réunion animée par Armelle Pertus, porte-parole de campagne, a rassemblé 25 personnes : militantEs et sympathisantEs ont débattu autour des thèmes de notre campagne. Militants syndicaux, jeunes de Nuit debout Lannion, mais aussi des personnes qui n'ont jamais eu de contact avec le NPA, ont écouté tour à tour, Richard du NPA Lannion, ainsi que Gilles, responsable syndical qui a évoqué la situation du prolétariat agricole saisonnier dans le coco paimpolais. Enfin, Armelle Pertus a déroulé le programme du NPA et le sens de la candidature de Philippe Poutou.



La discussion animée a largement abordé les luttes sociales, dont celle de la loi travail, la préparation du « premier tour social » du 22 avril, et la nécessité de la riposte de notre classe. Prise de contacts et discussions en petit groupe en fin de réunion ont permis de renforcer notre présence locale. Munis d'affiches, d'autocollants, du programme du NPA, chacunE est reparti prêt à battre la campagne. Et dans notre région rurale et maritime, ce n'est pas un euphémisme...

Rennes (35) Christine Poupin à la fête ! Un beau samedi ensoleillé sur Rennes... et la fête du NPA à laquelle ont participé environ 200 personnes sur la journée. Un premier débat abordait les luttes féministes, l'antiracisme politique, la lutte contre l'islamophobie. Des échanges vifs, passionnés, sans concessions, qui appellent à poursuivre la discussion. Puis, un « atelier santé » visait à réunir des personnels du secteur, des syndicalistes, acteurs des luttes, en faisant le lien avec l'intervention du NPA et ses analyses sur ce terrain. L'après-midi se terminait par un débat sur la situation au Proche et au Moyen-Orient : entre guerres et révolutions populaires. Le meeting s'est ouvert par une communication vidéo avec la Guyane, qui a suscité de fortes réactions de la salle, des applaudissements... Une militante de la santé pointait ensuite les enjeux des fortes mobilisations ayant eu lieu dans ce secteur. Christine Poupin nous a gratifiés d'un discours très ancré sur notre conviction anticolonialiste, réaffirmant haut et fort la revendication de l'indépendance des ex-colonies, comme la Guyane, les Antilles, la Kanaky, profitant même de sa présence à Rennes pour rappeler que nous défendons le droit à l'autodétermination, y compris pour le peuple basque, le peuple breton. Sa conclusion nous ramena aux enjeux plus immédiats de cette campagne électorale, appelant à intensifier notre propre campagne pour les deux semaines à venir afin de traduire en votes l'engouement provoqué par la prestation de Philippe lors du « grand débat » !

LE CAPITALISME NE PEUT RÉSOUDRE LA QUESTION DU CHÔMAGE

Si la garantie censée être assurée par la Constitution – « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi » – est depuis toujours battue en brèche par la fameuse « liberté d'entreprendre », la récente loi travail adoptée à coups de 49.3, aggrave encore la situation...

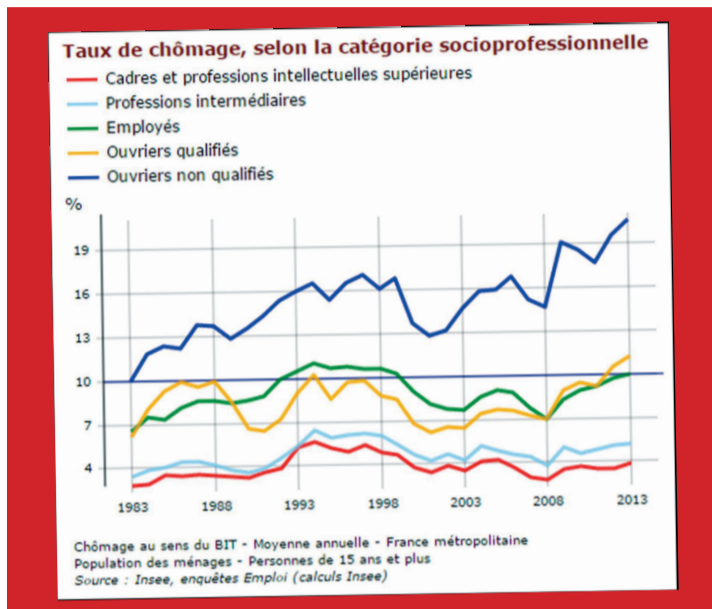
Elle place en préambule du Code du travail l'affirmation que « Les libertés et droits fondamentaux de la personne sont garantis dans toute relation de travail », mais que des limitations peuvent leur être apportées si elles sont « justifiées par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise ».

Au cœur du rapport capital-travail

La question du chômage est au centre de la domination capitaliste sur la société. Elle concentre la question de la lutte pour le partage de la plus-value et la question de l'organisation de la production. Partage de la plus-value, c'est-à-dire dans les formulations « modernes » le « coût du travail » ou le « partage des richesses ». L'organisation de la production c'est-à-dire que produit-on ? Comment produit-on ? Qui décide et comment ? La centralité de cette question en fait donc un enjeu stratégique dans le combat anticapitaliste, mais aussi parce que l'existence d'un chômage de masse est la cause majeure de la détresse sociale qui par contre-coup pèse sur les possibilités de mobilisation des classes populaires.

Un peu moins de chômage total, mais plus de précarité...

En dehors de la parenthèse (explicable par les circonstances particulières de la reconstruction des économies au sortir de la Seconde Guerre mondiale) des années 1950 et 1960 dans les pays capitalistes développés, le chômage a toujours été une réalité prégnante. Après une lente progression à partir de 1960, c'est le premier choc pétrolier de 1973 qui voit le chômage croître de façon spectaculaire et quasi ininterrompue jusqu'au milieu des années 1990. Pour ce qui est de la France (y compris les DOM), les chiffres des derniers mois publiés par Pôle emploi font bien apparaître une légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois n'exerçant aucune activité (3,7 millions en catégorie A). Mais si on intègre à ces chiffres les demandeurs en catégorie B et C (qui exercent une activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi disponibles progresse : sur un an (février 2016-février 2017), le nombre d'inscrits en catégorie A a



diminué de 3,2%... et celui d'inscrit en catégories A, B, C a cru de 1%, à 5,8 millions. Donc, l'évolution récente, c'est un peu moins de chômeurs totaux et plus de précaires. Il y a aussi une augmentation du nombre de chômeurs entrés en formation (ce qui les fait sortir de la catégorie A). Sous Hollande, entre mai 2012 et février 2017, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A a augmenté de 560 000 et celui des demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A, B et C a progressé de plus de 1,1 million de personnes. Il faut ajouter à cela près de 750 000 personnes inscrites à Pôle emploi, mais non immédiatement disponibles (malades, en formation, etc.). Le taux de chômage des femmes est maintenant proche de celui des hommes, mais les femmes sont plus souvent écartées de la recherche d'un emploi par les contraintes familiales et doivent fréquemment se contenter d'emplois à temps partiel. Un chômeur sur deux n'est pas indemnisé : en décembre 2016, 3,3 millions de chômeurs de toutes catégories percevaient une indemnité, dont 2,8 millions au titre de l'assurance chômage. Les autres sont souvent réduits au RSA.

Des créations d'emplois ridicules

L'économie française a créé, en net, 192 000 postes dans le secteur marchand (secteur des entreprises) en 2016. C'est la meilleure performance sur le front de l'emploi privé depuis

2007 ! Cela permet au gouvernement de crier victoire : « Le redressement de notre économie est aujourd'hui pleinement confirmé : le soutien aux entreprises a permis à celles-ci de retrouver des marges qui leur permettent d'investir de façon très dynamique et de recréer de l'emploi à un rythme que nous n'avions pas connu depuis neuf ans », a déclaré Myriam El Khomri, ministre du Travail. Mais ce n'est rien du tout au regard du nombre de chômeurs ! En plus cette « embellie » a concerné les services et l'intérim, tandis que l'industrie et la construction ont continué de détruire des emplois. Les usines ont perdu, en 15 ans, près d'un million d'emplois, soit un quart de leurs effectifs, tandis que le bâtiment a détruit plus de 200 000 postes depuis 2008.

Des « modèles étrangers » ?

On nous vante les « modèles » d'autres pays. Aux États-Unis, une large part de la baisse du chômage s'explique pour une part par le fait que beaucoup de gens, découragés, ont cessé de chercher un emploi, tandis que les emplois créés sont souvent payés à un niveau de salaire faible, et précaires. En Allemagne, le recul du chômage s'est payé d'un accroissement extrême des inégalités et du développement de la pauvreté. Face à cette situation, nos « réponses » doivent donc être au niveau de ces enjeux et de l'ampleur des mobilisations qui doivent permettre d'« obtenir satisfaction ».

AU CŒUR DE NOTRE PROGRAMME...

par l'interdiction des licenciements

COMBATTRE LE CHÔMAGE

et la réduction du temps de travail

A force d'entendre les idéologues du patronat et la plupart des candidats à la présidentielle parler du coût du chômage, de la charge que représente l'indemnisation, on en arriverait à oublier l'essentiel... Le chômage est d'abord une arme pour les capitalistes qui permet de faire accepter plus facilement des salaires insuffisants et des conditions de travail dégradées, car « si ça ne vous va pas, il y en a dix qui attendent à la porte »... Le chômage est aussi un coût pour celles et ceux qui y sont soumis, directement ou à travers un membre de leur famille, en termes de baisse du niveau de vie, de stress, de dégradation de la santé. Ça ne peut plus durer !

PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Dossier réalisé par Robert Pelletier et Henri Wilno

METTRE FIN AU CHÔMAGE, OUI, MAIS COMMENT ?

L'existence d'un chômage de masse, au côté de la précarisation des emplois, est destructeur pour toutes celles et ceux qui les subissent.

Dans toutes les entreprises, les salariéEs qui ont subi une fermeture de site ou un licenciement portent le désarroi qui frappe celles et ceux qui ont vu leurs moyens d'existence mis en péril. Partout la menace du chômage pèse sur la conscience, la combativité de celles et ceux qui subissent les diktats patronaux. Autant de raisons qui justifient de placer la bataille contre le chômage au centre des batailles sociales.

Interdire les licenciements

Nos « réponses » doivent donc être au niveau de ces enjeux en prenant en compte l'ampleur des mobilisations qui doivent permettre d'« obtenir satisfaction ». L'interdiction des licenciements est une mesure anticapitaliste qui peut servir de fil conducteur aux mobilisations partielles.

Les grandes luttes contre les fermetures de sites et les licenciements massifs se sont, au mieux, soldées par des succès toujours provisoires, plus ou moins partiels. L'emblématique lutte des Lip a pendant plusieurs années illustré la capacité de résistance des travailleurs/euses en même temps que celle de prendre leurs affaires en main. Celles des Goodyear, des Conti, des PSA, dans un tout autre contexte, ont aussi mis en évidence cette capacité de résistance de milliers de travailleurs/euses, tout en se soldant par la fermeture des sites et la perte d'emplois d'une majorité de salariéEs. Les luttes de la SBFM, des Fralib, des Ford, ont permis le maintien d'un nombre plus ou moins significatif d'emplois, mais avec un sentiment de menace permanente au-dessus des têtes de toutes et tous. L'autre aspect est l'absolue nécessité de défendre l'interdiction de

tous les licenciements. Comme le montre les statistiques, les plans sociaux ne fournissent qu'une faible part des licenciements au milieu des licenciements individuels pour « faute », incapacité, etc. ou des ruptures conventionnelles. Il s'agit donc bien d'interdire tous les licenciements, que les entreprises fassent ou non des profits. Mais l'interdiction des licenciements ne signifie pas défendre toutes les productions ou interdire les évolutions technologiques. Les productions nuisibles ne correspondant à aucun besoin social, celles qui sont un danger pour l'environnement et/ou les salariéEs doivent être supprimées en assurant une continuité d'emploi pour les salariéEs. En tout état de cause, le droit à l'emploi exige, comme première mesure, que soit mis fin aux contrats précaires (CDD et intérim), qui ne servent qu'à

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL



« LE PASSAGE AUX 32 HEURES A UN POTENTIEL D'UN PEU PLUS DE 2,5 MILLIONS D'EMPLOIS »

Entretien. Économiste membre du conseil scientifique d'ATTAC, **Michel Husson** revient la question de la réduction du temps de travail.



DR

Tu expliques que le problème n'est pas de savoir si la durée du travail baisse mais comment elle baisse. Peux-tu préciser ?

Et pourtant elle baisse ! Si on répartit le nombre total d'heures travaillées sur l'ensemble de la population active (les personnes en emploi plus les chômeurs), on obtient ce que j'appelle « durée du travail de plein emploi », et elle baisse. Maintenant cette baisse n'est pas bien répartie : le temps partiel et le chômage, ce sont aussi de (mauvaises) façons de faire baisser la durée du travail. Imaginons pour simplifier une société où 70% des salariés travaillent 40 heures par semaine, 20% à 20 heures et où 10% sont au chômage. La durée moyenne du travail calculée sur les seules personnes en emploi est d'un peu plus de 35 heures. Mais si le même nombre d'heures travaillées était réparti uniformément entre toutes les personnes à l'emploi, alors la durée moyenne serait de 32 heures et le chômage aurait disparu. La validité du slogan « travailler moins pour travailler tous et toutes » repose sur ce calcul simple. Mais, évidemment, il ne s'agit pas de pure arithmétique, mais de choix de société, et donc de luttes sociales.

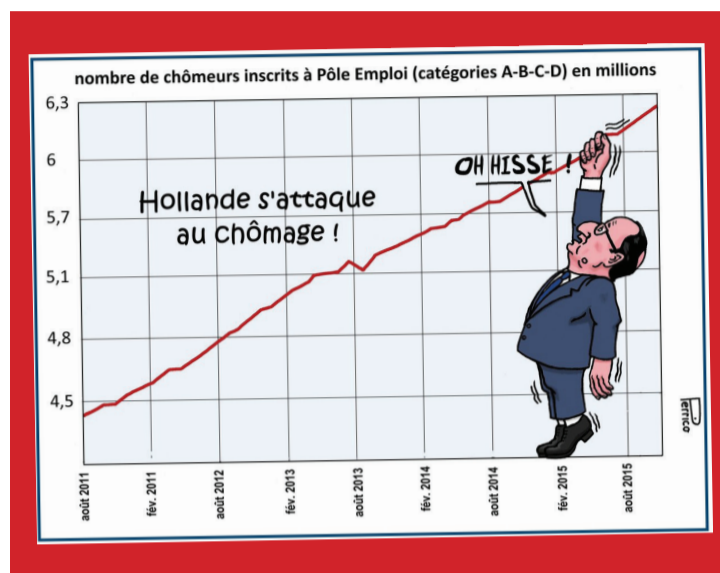
Le patronat, la droite, et à sa façon Macron se déchainent contre les « 35 heures », alors que les entreprises en ont retiré des avantages importants (flexibilité, baisse supplémentaire des cotisations employeurs...). Pourquoi ces dénégations répétées ?

Il y a un véritable déchainement, y compris de la part d'économistes néolibéraux qui accusent

de « négationnisme économique » tous ceux qui osent affirmer que les 35 heures ont créé des emplois. Pourtant, plus de deux millions ont été créés dans le secteur privé durant le passage aux 35 heures : un record ! Mais, d'un autre côté, tu as raison, il y eu des contreparties en faveur du patronat. Les salariés considèrent malgré tout les 35 heures comme un acquis sur lequel ils n'ont pas envie qu'on revienne, et le paradoxe est qu'en pratique les patrons ne sont pas majoritairement demandeurs. La fureur de la droite et du Medef contre les 35 heures responsables de tous les maux de l'économie française renvoient à mon sens à des facteurs plus idéologiques et politiques : la loi, malgré tous ses accommodements, a été vécue comme une incursion insupportable dans la gestion de l'emploi et en fin de compte dans le droit de propriété. Il n'est donc pas surprenant que Macron propose lui aussi un détricotage des 35 heures, parce qu'il se définit comme un promoteur de l'initiative privée contre toutes les « rigidités ».

Quel impact sur l'emploi peut-on attendre d'un passage aux 32 heures ?

Arithmétiquement, le calcul à la louche est le suivant : 24 millions de salariés travaillent en moyenne 36 heures (temps plein et partiel mélangés). Le passage aux 32 heures a donc un potentiel de 11% de créations d'emplois, soit un peu plus de 2,5 millions d'emplois. Bien sûr, les économistes officiels vont hurler en disant que cette règle de trois est absurde. Ils n'ont pas tort puisque la réalisation de ce



potentiel dépend du rapport de forces. Mais ce qu'ils oublient de dire, c'est qu'il y a une question de répartition de la valeur créée. Sur longue période, la montée du chômage résulte de la captation des gains de productivité qui sont allés non pas à l'investissement mais aux actionnaires. Autrement dit, la montée du chômage et celle des dividendes sont les deux faces d'une même « médaille ». La condition de viabilité et de cohérence de la réduction du temps de travail est donc : moins de dividendes pour payer les salaires correspondant aux emplois créés.

Dans le livre sur la crise auquel tu as participé¹, sont énumérés les principes d'une bonne RTT. Peux-tu les développer ?

Pour renouer avec la perspective de réduction du temps de travail, il faut tirer les leçons des 35 heures. Dans ce livre, nous insistons sur les

points suivants : maintien du salaire mensuel, obligation d'embauches compensatoires proportionnelles afin d'éviter toute intensification du travail, résorption du travail à temps partiel subi, mutualisation des emplois dans les petites entreprises.

Mais la condition essentielle est le contrôle des travailleurs sur la réalité des créations d'emplois et sur les modalités concrètes de la RTT. Ce sont aussi eux qui doivent décider collectivement de la meilleure manière de combiner les formes possibles de réduction du temps de travail, de manière à prendre en compte les aspirations différenciées des salariés : réduction quotidienne (tant d'heures par jour), hebdomadaire (par exemple 4 jours), annuelle (journées RTT), ou pluriannuelle (année sabbatique).

Propos recueillis par Henri Wilno

1 - Par ici la sortie. Cette crise qui n'en finit pas, Les liens qui libèrent, 2017

« C'EST LE DROIT LE PLUS ÉLÉMENTAIRE À SE NOURRIR, À VIVRE, QUI EST MIS EN CAUSE »

Entretien. Malika Zediri est une des animatrices de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et des travailleurs précaires (APEIS).

Dans les débats de l'élection présidentielle, on parle peu du chômage en dehors du rappel des chiffres. Quelle en est la réalité aujourd'hui ?

Le premier constat, c'est que le monde du chômage a beaucoup changé ces dernières années. La situation des jeunes, des femmes, des hommes, s'est considérablement dégradée. Une grande partie passe du chômage aux boulots précaires, revient au chômage, et en arrive à cumuler avec l'allocation spécifique de solidarité (ASS). Les situations se sont diversifiées mais tout le monde est fauché, avec moins d'un chômeur/euse sur deux indemnisé ! Si on prend en compte tous les chômeurs/euses, on est sur une moyenne de 400 euros par mois d'allocation. Ça plombe les gens dans la pauvreté et dès que ça dure un peu, on ne s'en sort plus. Ce sont des centaines de milliers de gens, dont ceux qu'on appelle les travailleurs/euses pauvres, qui doivent vivre avec moins que le Smic. On s'installe dans une relation à la vie quotidienne catastrophique.

Le chômage, c'est aussi des difficultés dans l'accès au logement ?

Le prix des loyers n'a jamais cessé d'augmenter, et l'allocation personnalisée au logement (APL) n'a pas du tout suivi. À Paris, on peut toucher 1300 euros et avoir facilement 1200 euros de loyer à payer chaque mois. D'où la multiplication des expulsions locatives de chômeurs et une explosion des dettes de loyers, recensées par exemple par le DAL.

Et l'accès aux soins ?

Il y a, comme pour toutes et tous, le coût des soins de « base » qui augmente. Mais quand on parle des soins « complémentaires » comme le dentaire, l'ophtalmo, le dermato, le gynéco, on entre dans le domaine de la discrimination ouverte. Si tu es au RSA ou avec la CMU, tu n'as pas de rendez-vous. Ça affiche complet !

Les femmes en situation de monoparentalité sont particulièrement touchées ?

Avec l'augmentation des familles monoparentales, le plus souvent des femmes, les périodes de chômage font tomber dans de véritables trappes à pauvreté, y compris parmi les salariés diplômés. 40% de pensions alimentaires ne seraient pas



DR

versées, pour l'essentiel par les pères. L'endettement dû à la situation de monoparentalité vient se rajouter à celui dû aux difficultés à trouver un emploi, surtout à temps complet².

Quel positionnement des chômeurs et chômeuses par rapport à l'élection présidentielle ?

Le positionnement renvoie d'abord à l'exclusion, à la situation de deux mondes qui ne se croisent plus. Même si on n'entend plus, comme en 2012 un Sarkozy haineux, la « bienveillance » de Macron ne répond pas au problème. Du coup, si l'idée du vote Mélenchon est présent, c'est l'abstention, la non-inscription, qui sont largement majoritaires. C'est la colère, le rejet qui dominent.

Alors, il faut aller vers la reconstruction d'initiatives collectives...

On est dans une situation de plus en plus dramatique. Maintenir le RSA au niveau actuel relève de la punition collective, de l'humiliation permanente.

Les associations se sentent démunies y compris devant les difficultés d'accès au droit. La dématérialisation qui sévit à Pôle emploi et dans tous les services publics a pour conséquence de supprimer tout interlocuteur/trice, y compris pour des actions collectives. En cas de problème administratif, il faut parfois deux ou trois mois pour que cela soit résolu. Le délai de paiement de la prime d'activité (sur fonds publics !) est de cinq mois pour toucher les 150 euros qui vont compléter les 450 euros de RSA. La vie des gens se structure autour de la survie. Dans de telles situations, c'est le droit le plus élémentaire à se nourrir, à vivre, qui est mis en cause. L'idée de se battre pour ces droits est à remettre au goût du jour.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1 - Un quart des médecins, 32% des dentistes, 31% des ophtalmologues et 40% des gynécologues de secteur 2 à honoraires libres refusent des malades « CMU », selon Fonds CMU, « Les refus de soins : le testing 2009 »

2 - Seule une mère de famille monoparentale qui travaille sur deux est à temps complet.

METTRE FIN AUX DISCRIMINATIONS

L'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail sont des mesures générales dont l'application serait positive pour tout le monde. Mais il faut aussi tenir compte des discriminations à l'embauche.

En 2014, le taux de chômage des résidents des quartiers « prioritaires » de la politique de la ville s'élève à 26,7%, contre à peine 10% dans le reste des agglomérations. Ce taux de chômage élevé touche tous les niveaux de qualification. S'il est très important chez les niveaux d'études inférieurs au BEP/CAP (31,7%), il atteint 18,8% pour les niveaux bac + 2 et plus,

soit un niveau trois fois plus élevé que dans les unités urbaines environnantes pour ces mêmes niveaux de diplôme. Cette situation renvoie pour une large part aux discriminations à l'embauche. Une campagne de « testing », c'est-à-dire de tests par l'envoi de candidatures fictives, menée à 2016 auprès de 40 entreprises de plus de 1000 salariés, a révélé qu'un nom à consonance

maghrébine pouvait être un sérieux frein à l'embauche. Selon l'étude, le taux global de réponses positives reçues par une candidature « maghrébine » est de 9%, contre 20% pour les candidatures « hexagonales » ayant le même profil. La lutte contre le chômage passe donc aussi par une action résolue contre toutes les discriminations professionnelles (qui sont d'ailleurs illégales...).

ajuster au plus près les effectifs à une mission, à la semaine, voire au jour. Le CDI doit être la norme en matière d'emploi.

Réduire le temps de travail

La suppression du chômage passe inévitablement par la réduction massive du temps de travail. Comme le montre Michel Husson (en entretien dans ce dossier), « Imaginons, pour simplifier, une société où 70% des salariés travaillent 40 heures par semaine, 20% à 20 heures et où 10% sont

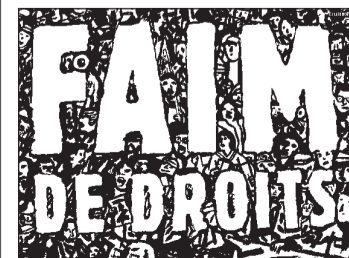
au chômage. La durée moyenne du travail calculée sur les seules personnes en emploi est d'un peu plus de 35 heures ».

Évidemment une telle solution se heurtera à l'opposition acharnée d'un patronat dont le seul horizon est le profit et sera plus facile à mettre en place un tant soit peu dans la durée si elle s'étend à l'échelle internationale. Pour surmonter cette opposition et étendre la réforme au-delà d'un pays, une mobilisation des travailleurs sera nécessaire.

Mais cela met en lumière les conditions de la bataille immédiate pour la réduction massive du temps de travail : sans perte de salaire ni accroissement des charges de travail. Cela est décisif, car ces contreparties accordées pour les lois Aubry ont gravement nui à l'idée même de réduction du temps de travail.

Dans le même temps, l'arrêt des suppressions de postes dans le secteur public et les milliers d'embauches et de création de postes indispensables à l'hôpital, dans

l'Éducation nationale et dans bien d'autres secteurs (enfance, 3^e âge, réseaux de distribution, etc.), complètent la possibilité d'une répartition du travail socialement utile entre toutes les mains. Dans le même temps, la réduction massive du temps de travail contraint libérera du temps pour les autres activités humaines (culture, art, activités physiques, jeu, etc.), dont la participation à la vie politique locale et/ou nationale qui ne saurait rester l'affaire de spécialistes...



Existence, le journal de l'APEIS. DR

LA NAVALE À SAINT-NAZAIRE (44) Montages des paquebots, montages financiers, « montage exotique »...



À Saint-Nazaire, les travailleurs construisent, et la finance détruit... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

La désignation de la société italienne Fincantieri comme reprenneur des chantiers navals à Saint-Nazaire par le tribunal de commerce de Séoul début 2017 fait suite à une longue série de reprises. Les luttes du passé indiquent la voie à suivre : la nationalisation, et un statut unique pour tous les salariéEs.

En plus de 150 ans, les ouvriers de la Navale de Saint-Nazaire ont livré près de 120 paquebots qui ont sillonné toutes les mers du globe. Plus les super-tankers, les méthaniers et les porte-hélicoptères militaires BPC (commandés par la Russie et finalement vendus à l'Égypte). Depuis 1976, les Chantiers de l'Atlantique sont devenus Alstom Atlantique, puis Alstom, Aker Yards (finlandais) en 2006 et enfin STX (coréen) en 2007, cela au gré des montages financiers et OPA...

La désignation de Fincantieri comme reprenneur de STX France par le tribunal de commerce de Séoul début 2017 n'est donc pas une nouveauté. Ni la nécessité de la nationalisation de ce fleuron de l'industrie française, comme le revendiquent CGT et FO et le découvrent aujourd'hui certains candidats à la présidentielle.

Nationalisation ou financiarisation ?

Saint-Nazaire a une riche histoire ouvrière. Les luttes des salariéEs et de la population, en 1955 et 1967-68, ou plus récemment contre le « montage exotique » pour faire venir la « main-d'œuvre à bas coût » (un montage de la direction en 2000, ayant attiré Indiens, Roumains, Polonais... et maintenant Grecs, Polonais, Ukrainiens...), montrent la voie à suivre. Il s'agit d'imposer la nationalisation contre la financiarisation et la surexploitation des travailleurs de la Navale venus d'ici et d'ailleurs.

Pour le NPA, cette réorientation de l'État doit être le garant de la fin des statuts multiples des salariéEs : CDI, CDD, intérimaires, sous-traitants, travailleurs détachés d'Europe et bientôt travailleurs en contrat de chantier quasi sans droit... Comme l'USM-CGT qui regroupe tous les syndicats CGT du site, le NPA revendique « Un site, un statut ! »

Gérard Gueniffey

SFR Mobilisation contre un plan de suppression d'emplois Drahistique

La mise en œuvre de ce plan s'inscrit dans le prolongement des restructurations associées au rapprochement avec Numericable, avec une prévision de 5 000 suppressions de postes.

Une colère qui se propage

En juin dernier puis en septembre, les salariéEs s'étaient mobilisés contre la dégradation des conditions de travail, la baisse de la prime d'intéressement et les premières annonces de suppressions de postes, notamment dans le secteur de la distribution, les boutiques et chez les employéEs de SFR Business Solutions aux Ulis. L'accalmie n'aura duré que quelques mois, et depuis plusieurs jours, les grèves se multiplient. Dans les secteurs qui se mobilisent, on trouve d'abord ceux de la distribution, c'est-à-dire les boutiques. Ainsi, le week-end dernier, de nombreux salariéEs des boutiques SFR en Bretagne (Quimper, Brest, Lorient, Rennes, etc.) ont manifesté, dénonçant les baisses de salaires et de primes, surcharges de travail, objectifs délirants et les plans de départs « volontaires ». Les syndicats CGT, CFDT, Unsa, CFE-CGC et CFTEC multiplient les appels à la grève à Nantes, Évreux ou Reims... Selon la CGT, certains vendeurs qui travaillent 39 heures par semaine ne gagnent plus que 900 euros par mois.

Mais c'est l'annonce du projet de suppression de plusieurs milliers de postes dans le pôle Télécom qui a déclenché la grève en cours depuis début avril dans le secteur de la supervision. Il s'agit principalement du réseau qui vient de l'ex-Numericable, géré par Completel, réseau qui n'a pas fusionné avec celui de SFR. Techniquement trop compliqué à faire rapidement... mais qui représente aussi des avantages fiscaux du fait des pertes qui font baisser l'imposition.

Chez SFR, la mobilisation des salariéEs contre la restructuration du groupe s'étend, « dopée » par la présentation par la direction d'un plan de « sauvegarde » de l'emploi qui prévoit plusieurs milliers de suppressions de postes de travail.



En septembre dernier, rassemblement devant l'imposant siège de SFR à Saint-Denis. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Toutes et tous sont frappés

Dans le détail, ce plan prévoit la suppression de 1974 postes chez SFR SA, soit 26 %, de 612 postes chez SFR Service Client, soit 53 %, de 191 postes chez Numericable, soit 38 %, de 181 postes chez Completel, soit 37 %. D'autres entreprises du groupe sont également sous la menace du plan social : Futur (77 %), SFR collectivités (31 %), OMEA (46 %), etc. Toutes les régions sont concernées, avec des suppressions de l'ordre de 53 % à Rennes, 51 % à Nantes, 46 % pour Aix-Marseille, 26 % pour l'Île-de-France, 24 % pour Lyon, 22 % pour Bordeaux et 19 % pour Toulouse.

Mardi dernier, le 4 avril, à l'annonce du projet de la direction, les salariéEs se sont mis massivement en grève dans deux services basés

à La Plaine Saint-Denis, comptant au total plus d'une centaine de salariéEs. Ces technicienEs, qui tournent en trois équipes de 8 heures pour assurer une rotation 24 heures sur 24, se sont également relayés sur le piquet de grève, avec 100 % des effectifs mobilisés sur chacune des équipes. L'un des deux services, qui compte environ 25 salariéEs, a même reconduit le mouvement et se déclare actuellement en « grève illimitée et reconductible ».

Cependant, dans une partie de l'entreprise, l'attitude est plutôt celle du « sauve qui peut », en prenant les indemnités complémentaires de licenciement qui sont importantes par rapport à d'autres entreprises. C'est le prix que Drahi paie pour faire des économies dans une masse salariale de l'ordre de 300 millions d'euros/an. Lorsque l'on pose la question au directeur financier en réunion du comité central d'entreprise, il prétend bien évidemment ne pas savoir... Pour d'autres externalisés, trimbalés de déménagement en déménagement, c'est la dégradation des conditions de travail et l'allongement des temps de trajet.

Briser le mur du silence pour gagner

Au total, la restructuration de SFR est faite de filialisations, de suppressions des emplois, et de surexploitation des salariéEs pour sortir de la baisse des profits de la branche Télécom, un marché saturé qui demande de forts investissements pour être compétitifs. L'objectif de Drahi est d'arriver à une marge de 45 % par an. Actuellement SFR est à 35 % par an, ce qui est similaire pour Orange et Free. Pourtant exceptionnel par rapport à bien d'autres secteurs économiques... Et c'est bien l'enjeu des mobilisations actuelles : s'opposer à une régression sociale qui frappe tous les secteurs d'une entreprise où les traditions d'organisations et de luttes sont faibles et battues en brèche par une organisation du travail et de l'entreprise qui fractionne les collectifs de travail. Et dans un groupe qui détient les principaux médias et la quasi-totalité du câble français, lorsque des salariéEs du groupe se mobilisent, se mettent en grève, l'information est peu relayée dans les grands médias...

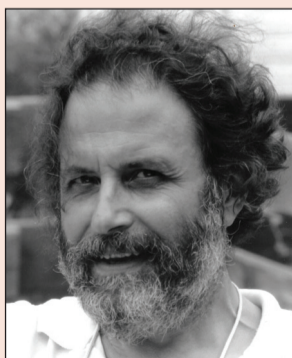
Robert Pelletier

« J'ai connu Serge dans les années 2000 lorsqu'il a rejoint la LCR, puis le NPA. Sa vie a été marquée par la défense des causes des opprimés. Serge m'a souvent parlé de ses premiers combats en solidarité avec la révolution algérienne, de son engagement à l'Unef des années 1960, et à ses discussions avec les militants du PSU et du PCF, de la ligue de l'époque. Dans sa vie politique, a aussi beaucoup compté ce qu'il a vécu en Algérie. Il aura toujours gardé le contact avec des groupes et des militants communistes ou d'autres courants révolutionnaires. (...) Dans les années 2000, il s'engage à fond dans les campagnes de la LCR puis du NPA (...). Il animera, avec d'autres camarades, la campagne municipales de 2008 à Pantin. »

LES NÔTRES Serge Levasseur

Notre camarade, qui militait sur le comité Pantin-Bobigny-Le Pré-Saint-Gervais (93), vient de nous quitter. Voici l'intervention faite au nom du NPA lors de ses obsèques mercredi 5 avril.

Serge était toujours là, pour un collage, une diffusion de tracts, la vente du journal, une discussion avec des sympathisants. On pouvait dire qu'à plus de 70 ans, c'était un activiste. Mais il gardait toujours le temps pour un pot, un repas avec ses copains. Il veillait toujours à soutenir, à encourager les jeunes militants, à leur donner confiance. Pour lui, la fraternité et le respect militant n'étaient pas des vains mots. (...) Serge nous avait rejoint, avec tout son bagage, sa culture professionnelle dans le monde de l'architecture, sa passion pour la presse et les médias, ce qui lui a permis de conjuguer son



DR

militantisme politique et toute une série d'autres activités. Il était aussi curieux et, peut-être pour rattraper le temps perdu, toujours intéressé par toutes les discussions, formations politiques et théoriques.

Une dernière anecdote : je me rappelle l'avoir soutenu pour qu'il participe à un stage de formation des responsables de la IV^e Internationale à Amsterdam. Il m'avait ensuite raconté avec enthousiasme ses discussions avec les militants brésiliens, congolais, indiens... Cela l'avait visiblement marqué parce qu'il me demandait souvent des nouvelles de la IV^e Internationale, de ses sections dans tel ou tel pays.

Ce qui nous restera de Serge, c'est sa sympathie, sa gentillesse, et plus, son humanité. C'était quelqu'un de bien. Salut camarade. »

François Sabado

VIVARTE

Mobilisation réussie

Le 7 avril dernier était organisée une nouvelle manifestation devant le siège parisien du groupe Vivarte, en pleine restructuration (voir l'Anticapitaliste n° 369 et 370).

Une centaine de manifestantEs, principalement de la CGT et de SUD, mais aussi de la CFTEC, de la CGC et de FO (la CFDT joue sa partition en solo, étonnant non ?) étaient rassemblés et ont reçu

le soutien, fort apprécié, de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud.

Trois nouveaux plans de licenciements

Le service paie, menacé d'externalisation, est lui en grève reconductible et une cinquantaine de magasins La Halle, alors que la fermeture d'un sur six est prévue, ont débrayé dans tout le pays, y compris appuyé syndicalement comme à Nancy. Il s'agit sans conteste de la plus grosse mobilisation depuis le lancement de trois nouveaux plans de licenciements collectifs en février dernier. Ajoutée à la pression exercée par la CGT, le syndicat

HARIBO Le patron se sucre sur notre dos

Haribo n'échappe à la règle des grands groupes industriels et à leur logique ultra-libérale.

En quelques chiffres, Haribo c'est un chiffre d'affaires qui a doublé en dix ans (120 à 255 millions), des bénéfices qui explosent, mais paradoxalement, une masse salariale qui s'effrite, année après année, de 850 salariéEs en 2006 à 719 en 2017. En 2006, 96% des ventes du marché français étaient fabriquées par les usines françaises, et en 2016 seulement 69%. La différence est importée et fabriquée dans des pays à main-d'œuvre à bas coût. C'est en s'appuyant précisément sur ce dernier point qu'en février 2016, la direction d'Haribo a entamé un plan de restructuration visant à supprimer 110 emplois et en flexibilisant le temps de travail au maximum pour pouvoir produire la même quantité... avec moins de salariéEs.

Leur démocratie...

Pour se sentir légitime, la direction d'Haribo a mis en place un référendum, sans oublier de rappeler aux salariéEs que s'ils votaient non au plan, ça serait des suppressions d'emplois, avec comme épouvantail la construction d'une usine en Allemagne qui produira quatre fois plus que les deux sites



français réunis et serait opérationnelle en 2020. Voilà donc ce qu'il en est de la démocratie au plus près des salariéEs, comme le défendaient les fervents supporters de la loi travail. Mais comme l'a souligné Philippe Poutou opposant l'immunité parlementaire à l'absence d'immunité ouvrière, ces lois permettent la démocratie patronale mais pas la démocratie ouvrière. Vous imaginez, si nous organisations des référendums pour augmenter tout les ouvriers de 50 euros! Voyons, un peu de bon sens, nous diraient-ils... La restructuration comprend également la délocalisation de certaines productions soit dans

d'autres usines du groupes, soit vers la sous-traitance, ces départs de productions ont laissé 10 000 m² de locaux vides. Ce que les salariéEs demandent, c'est que la direction investissent les 6 millions d'euros qui ont été mis sur la table pour financer les départs dans de l'investissement capacitif pour occuper les 10 000 m² et permettre de pérenniser le site.

De nouvelles attaques

Chez Haribo, le plan de la direction a démarré, et les effectifs commencent à diminuer, ce qui se ressent sur les conditions de travail. Le taux d'absentéisme bat des records.

Mais déjà, une nouvelle bataille se profile: la direction d'Haribo a annoncé la construction d'ici à 2018 d'un nouveau siège social sur Marseille qui aura pour conséquence un détachement du siège social de l'usine de Marseille. Cela laisse présager une stratégie de délocalisation de volume de production vers d'autres pays d'Europe.

La mise en accusation du « coût du travail » est une stratégie patronale courante, mais qu'en est-il du fameux CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi): trois millions d'euros en trois ans pour Haribo...

Correspondant

CAMPAGNE

Paradis fiscaux non grata

Un an après la révélation du scandale des Panama Papers, une semaine mondiale de mobilisation contre l'évasion fiscale était organisée. En France, elle s'est concrétisée par une série d'actions menées en particulier par l'association Attac.

Ainsi, le 1^{er} avril dernier, les vitres de l'agence Société générale des Champs-Élysées étaient symboliquement opacifiées en blanc par une cinquantaine de manifestantEs, dont plusieurs se sont ensuite retrouvés en garde à vue avant d'être relâchés. Ils risquent d'être convoqués devant la justice pour répondre de trouble à l'ordre public et de dégradation là où son PDG, Frédéric Oudéa, pris en flagrant délit de mensonge devant les sénateurs au sujet de l'existence de centaines de sociétés offshore créées pour les riches clientEs de la banque, ne sera lui pas inquiété. Le même jour, le magasin Apple d'Aix-en-Provence a eu droit à un traitement similaire après celui de Saint-Germain-des-Prés mi-mars.



Les capitalistes, ces clowns tristes... ELODIE SEMPERE / ATTAC PLY

Bouffer le filet au fisc

Le mercredi 5 avril, c'était au tour d'une soixantaine de militantEs, dont des syndicalistes de la CGT, de SUD et de l'Unef, d'occuper le McDo parisien de la porte Maillot (voir *l'Anticapitaliste* n°377). Pendant quatre heures, il a été question de l'évasion fiscale pratiquée par l'enseigne, symbolisée par le Filet au fisc, le Royal de Luxembourg et le Croc McThunes, aux cris de « frite par frite, nugget par nugget, nous reprendrons l'argent de McDonald's. »

Les pratiques de la multinationale de la restauration rapide sont aussi épinglées dans un rapport¹, publié conjointement par Attac, la CGT McDo et l'association ReAct. Au total, ce sont 17 restaurants de l'enseigne qui ont ainsi été visités dans toute la France, de Marseille à Caen. Des interventions citoyennes qui favorisent de surcroît le développement des grèves au sein du personnel de la compagnie pour de meilleures conditions de travail et une revalorisation des salaires. Contre l'impunité fiscale et pour la justice sociale, amplifions la mobilisation!

LD

1 - https://www.projet-react.org/wp-content/uploads/2017/04/Le_système_McDo-1.pdf

LA ROCHE-BLANCHE (PUY-DE-DÔME) Grève dans l'hospitalisation privée: c'est qui les voyous?

Le mercredi 16 mars, 95% du personnel soignant et 85% des effectifs de la clinique de l'Auzon à La Roche-Blanche se mettaient en grève...



MobiliséEs, déterminéEs... DR

En 2014 cet établissement a été racheté par le groupe Ramsay-Générale de santé, le premier groupe d'hospitalisation privé en France, partenaire du Crédit agricole-Assurance. Depuis la situation du personnel n'a cessé d'empirer... Ainsi la direction a retiré nombre d'acquis du personnel, notamment les primes, les unes après les autres, et les salaires ont stagné, les conditions de travail se

sont aggravées. Mais lorsqu'elle a voulu faire passer les congés actuellement en jours ouvrés en jours ouvrables, cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase...

Rapport de forces

Pour briser la grève, la direction n'a pas hésité à utiliser tous les moyens illégaux. Elle a embauché

des intérimaires, fait venir depuis Lyon et Saint-Étienne des infirmières payées double et bénéficiant de primes, fait appel au préfet qui a réquisitionné le personnel par l'intimidation et la force publique: gyrophares, coups de poing dans les portes des domiciles à toute heure... « Dans notre société en état d'urgence, il semblerait qu'un gréviste

soit logé à la même enseigne qu'un voyou », écrit justement dans un communiqué la fédération CGT de la santé.

Le groupe a indiqué avoir eu recours aux intérimaires « en toute transparence avec l'Agence régionale de santé »... ce qui été démenti par l'Agence régionale de santé elle-même qui a précisé que ce n'était pas de sa compétence. La clinique a transféré les patientEs dans plusieurs cliniques du groupe, jusqu'en Creuse (!), et le directeur de Ramsay-Générale de santé a fini par se déplacer pour ouvrir des négociations qui se poursuivaient au moment où ces lignes sont écrites. Le personnel était toujours en grève à près de 100% et la détermination intacte.

S. Bernard

majoritaire, devant les tribunaux (le TGI se prononcera le 27 avril prochain sur la demande d'audit de gestion du groupe en LBO), il reste du temps pour se faire entendre d'ici à juin prochain, date de clôture de la procédure d'information/consultation des instances représentatives du personnel.

Crise dans le prêt-à-porter

Le cas de Vivarte n'est pas isolé: après la fermeture des magasins Marks & Spencer (voir *l'Anticapitaliste* n° 359), qui a entendu parler, faute de mobilisation et d'exposition suffisantes, de la liquidation de l'enseigne Mim? Pourtant, le tribunal de commerce de Bobigny l'a prononcée le 28 mars dernier, entraînant le licenciement de 791 des 1078 salariéEs, après avoir écarté une offre de reprise

de 90% du personnel soutenue par ce dernier. À Tati, ce sont les 1720 salariéEs de l'entreprise, dont ceux du mythique magasin parisien du 18^e arrondissement qui sont dans l'expectative suite à la mise en vente par le groupe Eram...

En cause, les ravages de la financiarisation des entreprises, l'arrivée d'enseignes low cost comme Primark, qui connaît par ailleurs ses premières grèves, et la croissance négative du secteur textile depuis des années, dont la désaffection pour les soldes est le phénomène le plus criant, reflet de la crise de 2008 qui pousse la majorité de la population à rogner sur ses dépenses.

Nos réponses anticapitalistes

Pour les salariéEs concernés, essentiellement des femmes à temps partiel

cantonnées pour la plupart à des tâches d'exécution, la perte d'emploi est d'une violence inouïe et les perspectives de reconversion minimes. Et ce n'est pas le manque criant de coordination entre syndicats des différentes enseignes (qui fait que ces batailles demeurent isolées) qui va y remédier, à moins que les équipes syndicales concernées y travaillent par elles-mêmes.

C'est pourquoi dans une économie véritablement au service de la population, la fin des temps partiels imposés est une mesure incontournable tout comme la restitution des aides pour l'emploi des entreprises qui licencient, voire leur réquisition et leur mise sous contrôle par les salariéEs. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons!

LD



Vendredi 7 avril, le NPA et son candidat en solidarité avec les salariéEs de Vivarte. PHOTOÏÈQUE ROUGE/JMB

USA Trump: guerre, volte-face et cynisme...



Trump licencie Bannon... DR

Comme tous les imposteurs et démagogues confrontés aux réalités, Trump fait tout et son contraire, se dédie, encaisse les échecs et se retourne contre ses proches pour atténuer son discrédit...

Ainsi il a limogé du Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, sous la pression du Pentagone et de la CIA, Stephen Bannon, militant d'extrême droite, suprémaciste blanc, dont il avait fait son premier conseiller. À travers cette marche désordonnée, Wall Street et le Pentagone imposent leur politique.

Retournement contre Assad et Poutine

Les bombardements d'une base aérienne syrienne décidés par Trump, prétendument en représailles contre le massacre à l'arme chimique de Khan Sheikhoun, sont un concentré du cynisme abject du personnage et de la politique des USA. Sous couvert de guerre contre Daesh, ils ont contribué au maintien d'Assad au pouvoir en collaborant avec Poutine devenu l'homme de leur paix, une paix impérialiste contre les peuples. Aujourd'hui, celui qui refuse d'accueillir les réfugiés syriens, accentue la fuite en avant militariste, qui alimente en retour le terrorisme des groupes islamistes, et se retourne contre Poutine. Et ils osent invoquer l'humanitaire!

Tapis rouge pour Xi Jinping

Revirement aussi vis-à-vis de la Chine désignée hier comme l'ennemi principal. La réception de Xi Jinping est considérée comme un « grand honneur » par Trump qui affiche la volonté de construire « une très, très bonne relation à long terme ». L'attitude de la Corée du Nord, qui vient de procéder à un nouveau tir de missile et menace de réagir de manière « impitoyable » à « la moindre provocation » des États-Unis, encourage ces derniers à rechercher la collaboration de la Chine. Trump compose aussi sur le terrain des échanges. Il n'est plus question d'imposer une taxe de 45 % sur les importations chinoises pour compenser le déficit commercial de 350 milliards de dollars entre les deux pays, mais de travailler à une plus grande ouverture du marché chinois dans les secteurs de l'automobile et de l'agriculture, avec en échange une possible adhésion des États-Unis à la BAII, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, que Pékin a mise en place pour concurrencer la Banque mondiale.

Échecs et népotisme

Dans le même temps, Trump se heurte à de multiples oppositions, y compris dans son propre camp. C'est la droite des Républicains qui a permis que soit mise en échec l'abrogation de l'Obamacare. Son second décret contre les migrants a connu le même sort que le premier. Seule Wall Street garde le moral malgré les doutes sur la capacité de Trump de mener à bien ses réformes budgétaires et fiscales qui ne trouvent pas l'assentiment de tous les Républicains. Isolé dans son propre camp, Trump essaye de se protéger en s'entourant de sa propre famille et de son clan. L'un de ses fils, Eric, ne craint pas d'affirmer que « *Le népotisme fait partie de la vie* ». Si le Pentagone, la CIA et Wall Street arrivent à recadrer leur président, ils n'en ont pas fini avec ses improvisations et ses frasques réactionnaires qui contribuent à tout moment à l'instabilité tant intérieure qu'extérieure. Même si sur le fond, Trump leur donne satisfaction, comme avec l'approbation du projet Keystone XL, le chantier de l'oléoduc entre le Canada et les États-Unis, pour le plus grand bénéfice d'Exxon...

Yvan Lemaître

TURQUIE Référendum: un non porteur d'espoir

Quelques chiffres suffisent à rendre compte de l'énormité de la situation. Dans les vingt premiers jours du mois de mars, sur 17 chaînes télévisées, Erdogan et divers dirigeants de l'AKP ont bénéficié de 420,5 heures de passage à l'antenne en direct et le HDP... zéro! Entre le 1^{er} et le 22 mars, sur la chaîne publique Erdogan et le gouvernement ont eu droit à 4113 minutes de diffusion, le parti républicain de l'opposition CHP 216 minutes, le parti d'extrême droite désormais soumis à Erdogan 48 minutes, et le HDP... une minute! Rappelons qu'Erdogan avait il y a quelques mois annulé par décret l'obligation d'une égalité dans le passage à l'antenne des différents partis lors des périodes d'élection.

Répression pour les partisans du non

Alors que des cas de policiers distribuant des tracts du oui ont été signalés, l'atmosphère est bien entendue très tendue. S'il est possible de monter des stands et de tracter en faveur du non dans les grandes villes, cela s'avère beaucoup plus difficile dans les villes d'Anatolie où l'AKP est puissant. D'autant plus qu'Erdogan et sa clique ont jusqu'aux deux dernières semaines renforcé la polarisation en cours en identifiant les partisans du non à des terroristes et des traîtres à la patrie. Il y a eu de très nombreux cas d'agression envers des activistes du non, parfois même par arme à feu. Toutefois ce sont les

Au mépris de toute équité, le président Erdogan et l'AKP semblent décidé à terminer la campagne pour le oui à l'amendement constitutionnel, en mobilisant toutes les opportunités offertes par l'État et grâce au contrôle du Duce turc sur les médias...



Erdogan veut qu'on lui dise oui... DR

partisans de droite du non qui sont le plus visé par la répression. Le Saadet, le parti historique de l'islamisme turc dont l'AKP est une scission, s'est ouvertement déclaré pour le non. Si la direction du MHP d'extrême droite, dans le cadre de son alliance avec l'AKP, opte pour le oui, il semblerait que près des deux tiers de sa base vont désobéir à cette consigne afin de s'opposer à l'instauration d'un régime fait sur mesure pour Erdogan. Dans la base même de l'AKP, le pourcentage d'indécis est aux alentours de 10%. Soulignons d'autre part qu'il n'existe pas de front commun pour le non. Chaque groupe, parti, syndicat, association fait sa propre campagne, en essayant de ne pas se marcher sur les pieds. Il s'agit donc d'une sorte de front dispersé.

Le vote kurde

Le HDP à l'ouest du pays mais surtout son parti-frère, le DBP dans le sud-est, concentrent toutes leurs forces à convaincre le peuple kurde d'aller aux urnes et à ne pas se désintéresser du devenir du régime turc après tous les ravages qu'il a créé dans la région. Selon Amnesty International, près de 500 000 personnes ont été déplacées en raison de la destruction de leurs villes. De plus, alors que des grèves de la faim de prisonniers politiques kurdes continuent depuis plus de 50 jours, 13 députés du HDP, dont ses coprésidentEs Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdag, sont toujours en prison, ce qui ne facilite pas le déroulement de la campagne.

Toutefois, malgré la répression, la participation au Newroz, la fête nationale kurde, fin mars, a été spécialement nombreuse cette année, malgré tous les obstacles planifiés par les municipalités gérées désormais par des administrateurs (non élus) pro-régime. Et bien entendu, c'est la volonté du non qui a marqué ce Newroz. Un des autres facteurs qui va peser sur les résultats du référendum va probablement être le choix des kurdes conservateurs, qui, mêmes très critiques à l'égard du PKK, ne vont probablement pas oublier la destruction de leurs villes et le massacre de voisins, jeunes du quartier ou membres de leur famille, par les forces de du régime.

Après la révolte de Gezi en 2013, après les élections du 7 juin 2015 dont les résultats auraient bien pu changer le sort du pays, c'est paradoxalement un troisième moment d'espoir et d'audace que représente actuellement la dynamique du non, quelles que soient ses conséquences et même si de violentes représailles se profilent à l'horizon. Malgré la répression et l'inégalité des ressources déployées, ainsi que l'affirmation dernièrement une activiste lors d'un comité, « c'est bien le non qui est le véritable héros de la rue »...
D'Istanbul, Uraz Aydin

MALI Le pays s'enfoncé dans la crise et la violence

Le décès d'un nouveau soldat français au Mali, survenu la semaine dernière, met en exergue l'insécurité qui règne dans le nord du pays.

Le 6 avril à 16h30 heure locale, au sud de Hombori à 250 km de Gao, un véhicule blindé de l'opération Barkhane est touché par un explosif. S'ensuit une fusillade entre djihadistes et forces françaises pendant laquelle sera mortellement blessé le caporal-chef du 6^e régiment du génie d'Angers. Depuis janvier 2013, date de l'opération Serval transformée en opération Barkhane en août 2014, 17 soldats ont trouvé la mort sur le terrain des opérations. Ce que l'on nous présente habituellement comme le (seul) succès de Hollande reste tragiquement démenti par la situation sécuritaire de cette région.

Groupes armés à la manœuvre

Les accords d'Alger entre le gouvernement malien et les groupes armés n'ont pas permis de ramener la paix. La mise en place des autorités intérimaires qui doivent gérer les cinq régions du nord du pays, a été la source de conflits armés, et à cette occasion, de nouveaux groupes armés sont apparus, comme le Congrès pour la justice dans l'Azawad (CJA). L'enjeu pour ces différentes milices reste le contrôle du territoire et des routes par lesquelles transitent les différents trafics plus ou moins légaux.



Des soldats de l'opération Barkhane sur le marché de Gao. DR

Cette dégradation de l'environnement sécuritaire s'accompagne d'une fragmentation des groupes armés qui favorise les conflits violents entre les communautés. Parallèlement, les groupes djihadistes se réorganisent et profitent de la faiblesse et du discrédit de l'État. Les trois principales mouvances djihadistes du Mali ont fonctionné pour donner une nouvelle organisation, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans – GSIM (Nosrat Al-Islam Wal Mouslimine), sous la direction de Iyad Ag-Ghali qui revient dans le giron d'Al-Qaïda. L'attentat sanglant dans un centre d'entraînement militaire à Gao qui a coûté la vie à 77 personnes témoigne des capacités opérationnelles des djihadistes.

Dans le même temps, un nouveau foyer de violence se développe dans le centre du pays. Les islamistes mettent à profit les divisions violentes et pérennes entre les communautés pour tenter avec succès de s'implanter.

L'impossible réconciliation

Du côté politique, la Conférence d'entente nationale prévue par les accords d'Alger a été plutôt décevante. En effet, boycottée au début par les groupes armés, décriée par l'opposition politique, si elle a réussi à se tenir, en revanche, elle a été incapable de produire une charte de réconciliation. Le principal facteur de division a été évidemment la question de l'Azawad. Le rapport final fait état de l'Azawad comme une entité historique et culturelle, qui ne

peut être en aucun cas un objet de revendication politique.

Un autre point important parmi les recommandations est l'instauration d'un dialogue avec tous les groupes, y compris les djihadistes. Une demande qui n'a pas été écartée par le gouvernement malien. L'islam politique progresse, non par l'action des différents djihadistes qui sévissent dans le nord et le centre du pays, mais par la montée en puissance du Haut Conseil islamique malien qui profite de la déception largement partagée d'un gouvernement discrédité par les scandales à répétition de corruption et son incapacité à répondre aux aspirations sociales des populations.

Paul Martial

Exposition

«Picasso primitif»

Au musée du quai Branly (Paris) jusqu'au 23 juillet 2017

«L'Art nègre, connais pas», provoquait Picasso, agacé que l'on compare «les Demoiselles d'Avignon» et leur nez en quart de brie à la statuette africaine...

Et pourtant il découvre un grand masque fang du Gabon chez ses amis Derain et Apollinaire et au musée de l'Homme du Trocadéro en 1907, grand bazar capharnaüm poussièreux qu'il visite longuement, médusé par l'expressivité et la pureté formelle des masques et de la statuette de «l'art nègre» comme on disait à l'époque, c'est-à-dire africain et océanien, américain ou asiatique. C'est avec un tiki des îles Marquises qu'il entame alors une collection qu'il exposera au milieu de ses toiles dans ses différents ateliers tout au long de sa vie. Commence alors un subtil jeu de résonance entre ces objets et l'œuvre de Picasso. C'est ce que nous montre la première partie «Chronologie», documentaire

et intime, de cette exposition à base de photos et objets, y compris la déesse vanuatu, cadeau non apprécié de Matisse. La seconde partie, magnifique, intitulée «Corps à corps», fait subtilement se côtoyer, se mélanger, par identité thématique des chefs-d'œuvre d'art non occidental et de Picasso, brouillant parfois les pistes sur l'auteur des œuvres pour mieux en rendre sensible la correspondance, l'essence de l'art, les pulsions originelles et son érotisme premier, la liberté sans interdit.

Parcours psychanalytique...

Le spectateur suit alors un parcours souligné par la couleur des salles qui vont du blanc au noir, une progression quasi psychanalytique dans la thématique.



«Les Archétypes» présente le corps dans sa nudité et sa stature verticale, parfois réduit à une ligne essentielle, le corps signe. «Les Métamorphoses», jeux virtuoses qui multiplient les regards: Réversibilité / Retournements (double sens); Mise en abîme; Animal - Humain / Humain - Animal (le Minotaure); Assemblages - Art de la trouvaille (petites voitures formant la gueule de la guenon).

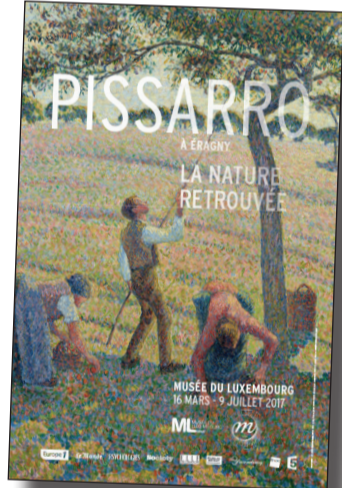
«Et le ça», entendu au sens freudien, énergie psychique inconsciente, centre des pulsions fondamentales qui ne connaît ni normes ni réalité, ré-émergeant dans les masques et ses distorsions, les rites et exorcismes. Conçue en six volets: Regards (deux trous font un regard); Faire face, la face réduite à quelques signes; Le visage à l'épreuve de la défiguration, le monstre, l'outrance plastique; Les baisers, la bouche, siège de l'expressivité et de l'érotisme; Le sexe, masculin, féminin, la pulsion désinhibée; Le ça se termine dans la salle finale noire où se côtoient de sublimes statues primitives non occidentales et celles de Picasso, informes et vaguement anthropomorphes, bouleversantes. Une exposition essentielle qui fera date, imaginée par Yves Le Fur, qui se différencie de celle du Moma en 1984, «le Primitivisme dans l'art du 20^e siècle» de William Rubin, en ce qu'ici, on ne cherche pas les influences formelles directes mais les résonances entre les intentions, voire le subconscient, et les pulsions profondes des artistes occidentaux et non occidentaux. Ce n'est pas du primitivisme mais du primitif, au sens primordial...
Ugo Clérico

Exposition

«Pissarro à Eragny»

Au musée du Luxembourg (Paris) jusqu'au 9 juillet 2017

Abordant la période la moins étudiée et la plus complexe de la carrière de Pissarro, il s'agit de tableaux, dessins et gravures aussi spectaculaires que peu connus, créés à Eragny où il s'est installé en 1884 pendant vingt années. Une place importante est réservée aux œuvres graphiques de Pissarro, gravures, aquarelles... Il invente aussi un mode de collaboration artistique et familial inédit avec son fils Lucien, avec la création de la Eragny Press. Cette petite maison d'édition familiale initiée à Eragny poursuivra ses activités à



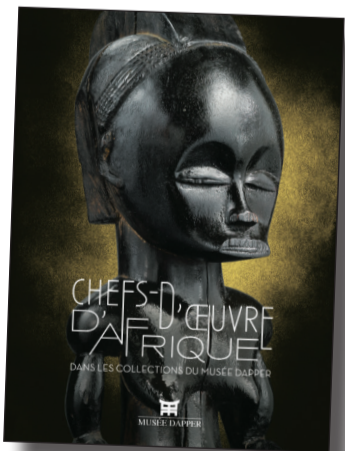
Londres, rehaussant d'illustrations et de reliures d'art les grands textes favoris de la famille. Pissarro était passionné par l'idée du travail collectif, avec d'autres artistes, théoriciens et écrivains politiques, comme avec les membres de sa propre famille. Fervent anarchiste, il partage avec l'avant-garde littéraire et artistique de la fin du 19^e siècle l'esprit de générosité et de révolte sociales, la mal-pensance. Il n'en laisse passer que de discrètes traces dans ses paysages, ruraux et urbains. En novembre-décembre 1889, dans le secret, il compose vingt-huit dessins à la plume sur le thème du malheur des pauvres et de la cupidité indifférente des nantis. L'exposition rassemble des témoignages de cet engagement, montre un recueil intitulé *Turpitudes sociales*, ainsi que des journaux

anarchistes auxquels il a fourni des illustrations. Ces idées se traduisent aussi dans sa peinture. Avec son épouse Julie, il entretient son terrain comme une exploitation agricole, élevant des animaux, produisant fruits et légumes et même des céréales. La famille Pissarro a pu se nourrir des fruits de ses travaux agraires, mettant aussi en pratique un modèle collectif.
Milo
Simultanément deux autres expositions Pissarro:
«Camille Pissarro «le premier des impressionnistes»»
Au musée Marmottan (Paris) jusqu'au 2 juillet 2017
«Camille Pissarro et ses amis. Impressions de l'Oise»
Au musée Pissarro (Pontoise) jusqu'au 11 juin 2017

Expositions

«Chefs d'œuvre d'Afrique» et «Les Mutants de Soly Cissé»

Au musée Dapper (Paris) jusqu'au 17 juin 2017



Printemps africain à Paris, les artistes contemporains de ce continent sont partout: dans les foires, les musées et fondations les plus privées, mais aussi à la Grande Halle de la Villette jusqu'au 28 mai. Le musée Dapper, contrairement à de nombreux musées privés, ne trompe pas le visiteur, et les expositions sont à la hauteur des annonces médiatiques. Dapper a des collections magnifiques, parmi les plus importantes

du monde en qualité, et expose actuellement 130 œuvres majeures d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, écho vibrant à l'exposition «Picasso primitif», et tant d'autres artistes majeurs influencés par cet art saisissant d'émotion et de beauté. Ces masques, statuettes, parures, armes, nous délivrent une part fugitive de leur signification profonde et de leur rôle dans les sociétés qui les ont vu naître. Simultanément, le musée Dapper expose une vingtaine de toiles et sculptures de l'artiste sénégalais Soly Cissé: une peinture forte, figurative, dans laquelle se bousculent une technique et des références

très occidentales, et des thèmes fondamentalement africains, des êtres mythiques, des animaux... Soly Cissé aurait été influencé par Jean-Michel Basquiat? Ou bien est-ce Jean-Michel Basquiat qui aurait plutôt été lui-même influencé par ses lointaines racines africaines?
Catherine Segala



Les mutants de Soly Cissé. DR

Cinéma

Corporate de Nicolas Silhol

Avec Céline Sallette, Lambert Wilson et Stéphane De Groodt. Sortie le mercredi 5 avril

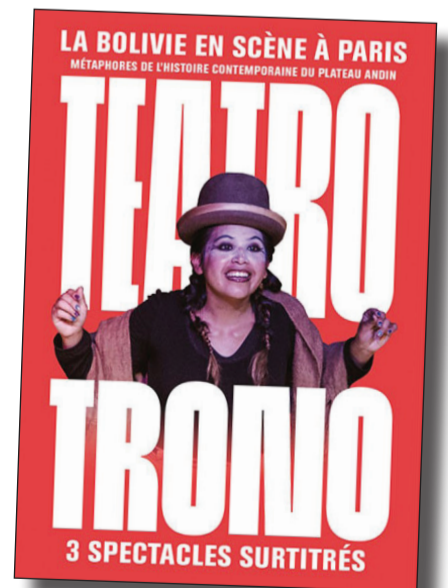


Le film commence par un avertissement: «Les personnages sont fictifs, mais les méthodes de management sont réelles»... Le film se déroule dans la filiale française d'un groupe multinational. Émilie Tesson-Hansen (Céline Sallette) est cadre à la DRH. Parmi ses tâches, pousser vers la sortie les salariés dont la société veut se séparer sans licencier. Elle met en œuvre une stratégie rodée combinant pressions psychologiques, fausse sympathie pour les situations personnelles, menaces voilées, mises au placard. Elle enseigne ces méthodes aux nouvelles recrues de la DRH. Émilie n'a aucun état d'âme jusqu'au jour où un cadre soumis à ses pressions se suicide dans l'entreprise. Elle est bien sûr chargée de gérer les suites, c'est-à-dire imposer la version selon laquelle ce suicide n'a que des causes personnelles: «C'était un très bon élément, il avait des difficultés familiales, il a craqué, l'entreprise n'y est pour rien et nous sommes, tous, direction et salariés, dans la peine». Mais ça coïncide: le CHSCT met en cause le plan de réorganisation de l'entreprise, une inspectrice du travail se saisit de l'affaire, et les médias en parlent. Émilie, dont les relations avec les collègues se dégradent, sent que les niveaux supérieurs veulent lui faire porter le chapeau. À la fois par instinct de survie, mais aussi par culpabilité, elle raconte tout à l'inspectrice du travail. Une seconde partie nettement moins convaincante. Le film vaut avant tout par sa description des méthodes cyniques de manipulation et d'éviction des salariés. Loin d'être inutile en ce moment.
Henri Wilno

Théâtre

Teatro Trono

El Alto, Bolivie. Le Théâtre Trono est le fer de lance de Compa, la Communauté des producteurs d'art. Tout a commencé en 1989, comme résultat d'une expérience de travail avec des enfants des rues. Au début, le groupe travaillait dans le cadre d'une structure gouvernementale, mais très vite il gagna son indépendance et son autonomie pour continuer à développer des activités culturelles pour enfants et jeunes de la ville d'El Alto. Le Théâtre Trono a donné les moyens d'une vie décente à beaucoup d'enfants et de jeunes qui, autrement, n'auraient pas eu d'opportunités à El Alto. Il représente une véritable institution du théâtre bolivien qui aspire à renforcer les liens familiaux et à promouvoir les droits de l'enfant. En France, le Trono aura l'occasion de se produire, et comme d'habitude les acteurs du Trono animeront une série d'ateliers à partir de leurs méthodologie fondée sur la décolonisation du corps et à partir d'œuvres d'auteurs latino-américains et français. Il apporte un regard neuf et un vent de fraîcheur sur l'histoire bolivienne, métaphore des époques



latino-américaines les plus obscures, avec une esthétique novatrice (10 acteurs sur scènes) qui provient du théâtre de rue, de la pantomime, et du clown. Une réalité remplie de magie, de tristesse et de tendresse. Au théâtre de l'Épée de bois (Cartoucherie de Vincennes): <http://www.epeedebois.com/un-spectacle/teatro-trono/> Puis au théâtre de l'Opprimé (78 rue du Charolais, Paris 12^e): Réservation au 06 32 46 34 43.

« J'ai envie de donner envie de changer le monde... »

Des spectacles sur Marx et Jenny ou sur les milliardaires, des chroniques radio sur l'inégale répartition des richesses... Comment votre parcours personnel vous a-t-il emmené à aborder ce type de sujets, dont on ne peut pas dire qu'ils soient souvent traités, en particulier dans le registre humoristique ?

Je me suis installée à Paris, il y a 15 ans et j'ai assisté à l'explosion des inégalités et à l'accroissement de la misère. J'ai vu des retraités fouiller dans les poubelles à la sortie du Franprix, des hommes qui travaillent me demander de l'argent pour acheter du lait pour leurs enfants... Ces derniers temps, on voit des familles qui dorment dans la rue et les postiers, les infirmières, les cheminots qui sont désespérés...

C'est impossible de ne pas voir ce qui se passe, on se croirait revenu chez Dickens et Marx. Il me paraissait impossible de ne pas parler de ça... C'est la seule façon que j'ai de continuer à vivre dans ce monde-là. Et puis des auteurs de théâtre que j'adore (Brecht, Claudel, Molière, Dostoïevski...) ont traité ces sujets-là. Alors, ça m'a encouragé...

Le fil rouge qui revient régulièrement dans les spectacles ou chroniques, c'est non seulement une critique du monde des riches, mais aussi en opposition une défense des conditions de vie et de travail de celles et ceux d'en bas, qui produisent les richesses. Comment voyez-vous l'articulation entre votre métier et cette forme d'engagement ? Dit autrement, l'art peut-il être politique (au sens premier du terme) ?

Baudelaire disait que toute esthétique est à la fois une morale et une politique. J'ai envie de donner envie de changer le monde... En tout cas, de ne pas accepter l'état de fait, de se dire qu'on peut le modifier. J'ai l'impression que l'on a oublié, par manque de culture révolutionnaire, que nous ne sommes pas obligés d'accepter l'ordre du monde tel qu'on nous l'impose. Au 19^e siècle, tout était plus flexible, les changements de régimes intervenaient très souvent, ils se disaient « on efface tout et on recommence ». C'est dommage qu'aujourd'hui tout semble figé. L'école nous apprend que c'est comme ça... On enseigne Hugo mais pas la révolte d'Hugo ! Si ce qui est enseigné à l'école était vraiment enseigné dans ses conséquences, l'ordre établi devrait être renversé tous les vingt ans... Je suis née sous un régime politique et économique, j'espère ne pas mourir sous le même. Quel ennui ! C'est pour ça que j'aime beaucoup jouer les lettres de Marx et Engels, parce que ça rappelle qu'à la base, c'était juste des jeunes gars de 20 ans qui ont décidé de changer les choses, avec des livres, des articles, une énorme joie de vivre et de l'amour...

Très récemment, votre chronique sur France Inter suite au dramatique suicide d'Édouard Postal en gare Saint-Lazare a suscité pas mal de réactions : de soutien pour beaucoup d'auditeurs indignés par le suicide, un peu moins sympathique de la part de la direction de la radio. Pouvez-vous y revenir ?

Entretien. Comédienne, humoriste, **Audrey Vernon** affiche sa singularité en alignant spectacles et billets sur l'antenne de France Inter aux contenus assez subversifs. Assumant pleinement sa solidarité avec le camp du monde du travail, elle a récemment subi les foudres de la direction de la radio suite à une touchante chronique à propos du suicide d'Édouard Postal à la gare de Paris Saint-Lazare.



Je comprends la direction de la SNCF, je comprends la direction de France Inter... Ce que j'ai fait n'était pas « bien » mais je sais pourquoi je l'ai fait. Parce que comme disait Engels, « *Il est vraiment grand temps que tout cela s'améliore.* » Je n'aurai pas dû citer le nom des cadres de la SNCF, ce n'était moralement pas très sympa. Ils sont peut-être eux aussi victimes de leur direction, du système, etc. Mais ce que je constate, c'est que dès qu'on porte atteinte à la sensibilité de certaines personnes, ils obtiennent immédiatement réparation. J'ai commis une injustice qui a été immédiatement réparée, et j'aimerais que la même chose

soit valable pour Édouard Postal et tous les autres...

Quel regard portez-vous sur cette campagne présidentielle, et de façon générale sur ce que l'on peut appeler la politique politicienne ?

Je m'en fiche un peu... Peu importe, pour moi, qui sera élu, je ferai avec... Mon rêve serait qu'on décide une fois pour toute et qu'après, on parle d'autre chose... On dirait que la politique est devenue le nouveau sport à la mode, le nouveau « The Voice ».

J'ai du mal à m'y intéresser, je voudrais que ça roule tout seul... Mais l'humanité n'est visiblement pas prête pour l'anarchie !

Comme vous devez le savoir, le NPA présente pour la seconde fois un ouvrier à l'élection présidentielle, Philippe Poutou. Qu'en pensez-vous ?

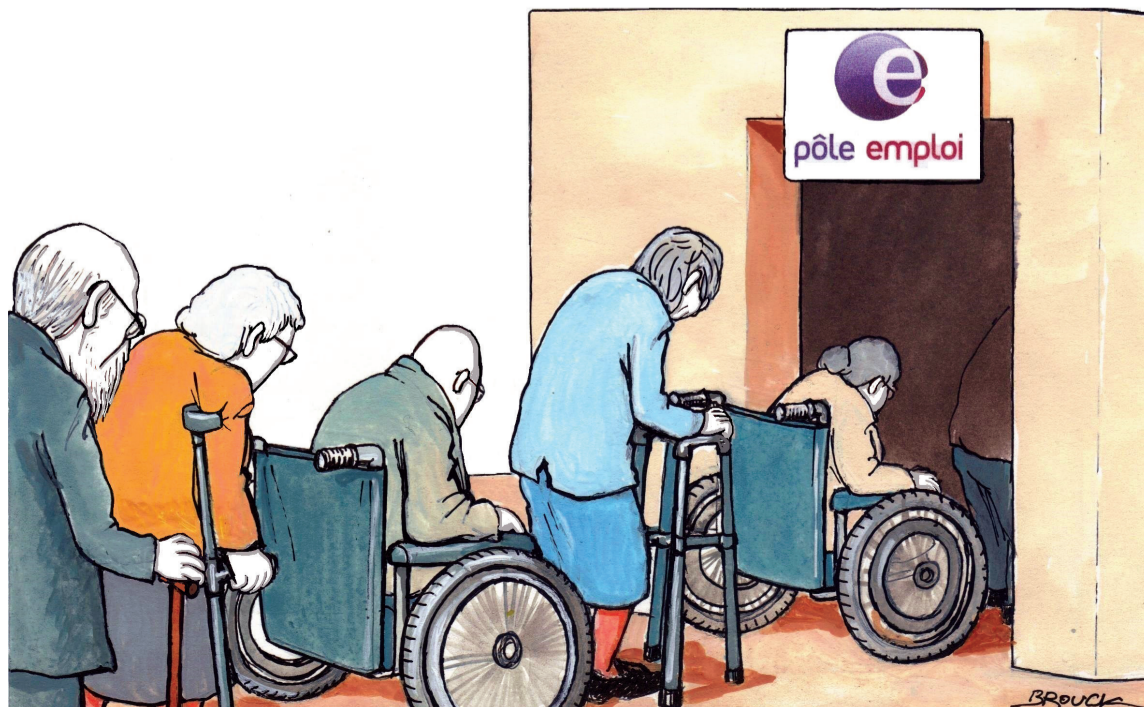
Je suis bien contente, Philippe Poutou a des choses intéressantes à dire et à raconter. Heureusement qu'il y a encore les « petits candidats » car les gros ont trop envie de devenir chef... Et comme disait Louise Michel, « *devenir chef c'est s'abaisser* » !

Bravo Philippe, en ne voulant pas l'être, il donne envie que ce soit lui. Merci de déployer autant d'énergie simplement pour porter cette parole nécessaire.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

L'image de la semaine

"NOUS VIVONS DE PLUS EN PLUS VIEUX...NOUS DEVONS TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS.."



Vu ailleurs



DIX MILLIARDAIRES AUX MANETTES DES MÉDIAS...

Le secteur de la presse en

France est un grand Monopoly. Tout s'achète, tout se vend, les journaux, les télévisions, les radios. Quelques milliardaires se partagent le gâteau. Résultat : 90% des quotidiens nationaux vendus chaque jour appartiennent à 10 oligarques ! D'après les calculs de Bastamag, les mêmes possèdent des télévisions et radios qui totalisent respectivement 55% et 40% des parts d'audience. Vous avez donc une grande probabilité de lire, regarder ou écouter chaque jour des médias qui appartiennent à ce petit cercle de milliardaires. (...)

Ils sont cinq à faire partie du cercle des dix premières fortunes de France : Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH (patron des Échos, du Parisien), Serge Dassault (le Figaro), François Pinault (le Point), Patrick Drahi, principal actionnaire de SFR (Libération, l'Express, BFM-TV, RMC), Vincent Bolloré (Canal+). On trouve ensuite Xavier Niel, patron de l'opérateur de téléphonie Free et 11^e fortune de France, qui s'est associé avec Pierre Bergé, héritier du couturier Yves Saint-Laurent, et avec le banquier Matthieu Pigasse, pour devenir propriétaire du groupe le Monde (l'Obs, Télérama, La Vie...). Matthieu Pigasse possède également Radio Nova et l'hédomadaire les Inrocks. Martin Bouygues, 30^e fortune de France, est propriétaire du groupe TF1. La famille Mohn, qui contrôle le groupe allemand Bertelsmann, est propriétaire de M6, RTL, Gala, Femme actuelle, VSD, Capital... Viennent ensuite Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1, Paris Match, du JDD, de Virgin radio, RFM, Télé 7 jours, et Marie-Odile Amaury, qui possède l'Équipe (et dont le groupe est, par l'une de ses filiales, notamment organisateur du Tour de France). (...)

Lorsqu'on est journaliste, peut-on travailler en toute indépendance dans cette situation ?

« Le pouvoir d'influence délirant des dix milliardaires qui possèdent la presse française », Agnès Rousseaux, Bastamag, mercredi 5 avril 2017

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org